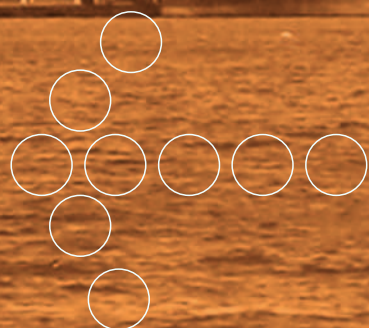
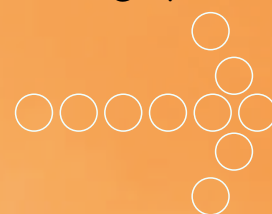


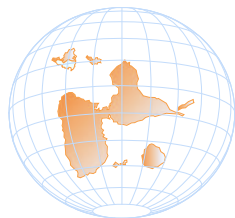
# anti<sup>éco</sup>ane

la revue économique et sociale  
des antilles guyane



**L'année économique et sociale 2010  
en Guadeloupe :**

**Premiers signes d'une reprise**



# antiiane éco

la revue économique et sociale  
des antilles guyane

## 2010, premiers signes d'une reprise en Guadeloupe N° 74

- |  |  |
|--|--|
| <b>Synthèse</b>  | <b>Tourisme</b>  |
| 2 2010, premiers signes d'une reprise en Guadeloupe  | 16 Les signes d'une reprise  |
| <b>Actualités</b>  | 18 Les retombées économiques et sociales de la Route du Rhum 2010            |
| 3 2010 en quelques dates   | <b>Transport</b>   |
| <b>Contexte national et international</b>  | 20 2010, l'année du redémarrage du trafic portuaire ?                        |
| 4 L'économie mondiale redémarre en 2010  | <b>Emploi - chômage</b>  |
| <b>Commerce extérieur</b>  | 22 Marché du travail : 3e année consécutive de hausse de la demande d'emploi |
| 6 Reprise modérée des échanges extérieurs  | 24 Timide reprise du marché du travail guadeloupéen                          |
| <b>Épargne-crédit</b>  | 26 Les femmes plus souvent inactives et désireuses de travailler             |
| 8 Redressement de l'activité de crédit en 2010   | 28 Hausse d'emplois dans les services marchands guadeloupéens                |
| <b>Prix</b>  | <b>Logement</b>  |
| 10 Forte poussée des prix en Guadeloupe en 2010  | 30 Construction : retour à la normale ?                                      |
| <b>Créations d'entreprise</b>  | <b>Enseignement</b>  |
| 12 Toujours plus de créations d'entreprise en Guadeloupe   | 32 Les facteurs de réussite au BTS   |
| <b>Agriculture</b>   | <b>Démographie</b>   |
| 14 2010 : une campagne de production agricole perturbée par les éléments naturels et climatiques | 34 Bilan démographique 2010  |



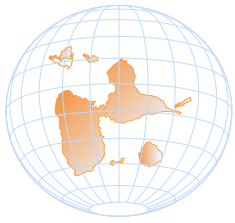
J'ai le plaisir de vous présenter une nouvelle édition de l'Année économique et sociale en Guadeloupe. Ce bilan de l'année écoulée, l'année 2010, se veut un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur la réalité économique et sociale de la région. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration fructueuse entre l'Institut et ses partenaires régionaux.

Je tiens ici à remercier tous les auteurs de cette « Année économique et sociale 2010 en Guadeloupe » :

- M. Bini de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de la Guadeloupe ;
- M. Chaulet de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- MM. Darmalingon et Janik de la Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- Mme Jiounandan du Rectorat de la Guadeloupe ;
- Mme Minatchy de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer ;
- M. Pierrot du Port autonome de la Guadeloupe ;
- M. Rafrat de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Mmes Camus, Christanval, Fanon, Nacitas, Philibert, Ragot et MM. Benhaddouche, Horatius-Clovis, Le Grand, Forgeot, Mystille, Paraire et Valadou de l'INSEE.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter les éditions 2010 de l'Année économique et sociale de la Guyane et de la Martinique respectivement sur : [www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane) et [www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique).

Patrick HERNANDEZ



## 2010, premiers signes d'une reprise en Guadeloupe

**En 2010, après deux années de crise économique, les premiers signes d'une reprise se font sentir en Guadeloupe. Échanges commerciaux, trafic de marchandises, crédits aux ménages, logement, fréquentation hôtelière, nombre d'emplois, nombre de créations d'entreprise : la plupart des indicateurs sont à la hausse. Cependant, le chômage continue sa progression et des tensions inflationnistes se font sentir.**

L'activité mondiale, dont la baisse s'affichait dès 2008 et s'aggravait en 2009, progresse de 5 % en 2010. Limitée à 1,5 % en France, la hausse atteint 2,9 % aux États-Unis, 3,5 % en Allemagne, 4 % au Japon et 10 % en Chine et en Inde. En France, l'inflation reste limitée et à 9,2 %, le taux de chômage marque un léger recul.

Dans ce contexte de reprise, les échanges de la Guadeloupe progressent en 2010. Les importations augmentent de 12 % et les exportations (hors énergie) de 7 %. Au port autonome de la Guadeloupe (PAG), le redémarrage de l'activité traduit bien

le dynamisme des échanges extérieurs : le trafic de marchandises est en hausse de 5 %. En revanche, le trafic de passagers baisse de 1 %. Tirée par le renchérissement des produits énergétiques, l'inflation est repartie à la hausse (+ 2,8 %). Cette hausse des prix n'a pas entamé le moral des ménages guadeloupéens dont la demande de financement se redresse : les crédits aux ménages progressent de 8,9 %. En particulier, la hausse de 10,9 % des crédits à l'habitat est à mettre en parallèle avec le redressement progressif de l'activité dans le secteur de la construction dont le principal moteur est le logement individuel. Cependant, avec 4 100 autorisations de permis de construire, l'année 2010 signe un retour à la normale après une année 2009 marquée par un conflit social au 1<sup>er</sup> trimestre. Les entreprises adoptent une position plus hésitante.

La reprise timide du marché du travail guadeloupéen a permis à l'emploi de progresser de 1,2 % mais elle ne parvient pas à réduire le nombre des demandeurs d'emplois qui progressent pour la troisième année consécutive (+6 % en 2010 après +11 % en 2009).

Au deuxième trimestre 2010, le taux de chômage des 15-64 ans est de 24,1 %. 64 000 demandeurs d'emploi sont recensés en Guadeloupe ou dans les Iles du Nord. Les seniors sont plus touchés que les autres catégories de demandeurs, + 18 % en un an contre + 0,4 % pour les jeunes de moins de 25 ans. Si le diplôme reste un atout contre le chômage, l'accalmie sur le marché du travail des jeunes devrait offrir de meilleures perspectives aux 720 nouveaux titulaires

du brevet de technicien supérieur. Pour ce diplôme, conçu pour s'insérer rapidement sur le marché du travail, le taux de réussite s'établit à 55 %, soit 1,7 point de plus que la session 2009.

En 2010, les créations d'entreprises progressent de 9 %, toujours portées par le succès du régime de l'auto-entreprise (+ 20 %). Dans la région, 5 300 entreprises ont ainsi été créées, dont deux sur cinq par des auto-entrepreneurs.

Le bilan touristique de l'année 2010 confirme l'amélioration de la fréquentation hôtelière par rapport à l'année précédente. Malgré cette amélioration, qui a surtout profité à l'hôtellerie de luxe (3 étoiles ou plus), le niveau d'activité reste inférieur aux années antérieures à 2009 et requiert des professionnels du secteur une adaptation constante et souple à une demande fluctuante. Ainsi, en novembre 2010, la course transatlantique de «la Route du rhum» a lancé la saison touristique plus tôt qu'habituellement.

Perturbé par les éléments naturels et climatiques, la campagne agricole 2010 est assez moyenne, malgré une amélioration par rapport à 2009 : la production de sucre progresse de 8 % mais les expéditions de bananes chutent de 21 %.

En 2010, 5 283 bébés sont nés en Guadeloupe. Le nombre de naissances diminue pour la cinquième année consécutive en raison de la baisse du nombre de femmes en âge de procréer.

Ali BENCHADDACHE



## 2010 en quelques dates

### • Janvier-octobre

44 000 personnes ont été, entre début décembre 2009 et fin octobre 2010, infectées par le virus de la dengue. Cinq en sont mortes. L'épidémie aura duré 47 semaines, avec jusqu'à 4 100 cas par semaine.

### • Janvier-décembre

Étude de faisabilité du projet de construction d'un grand port autonome moderne pour doubler les possibilités du terminal de la Pointe Jarry.

Un nouveau contrat d'objectifs a été signé pour quatre ans avec l'UAG afin de développer de nouvelles filières et améliorer les conditions de vie et d'études. Près de 2,6 millions d'euros seront mobilisés pour promouvoir l'excellence avec l'ambition de créer notamment la faculté de médecine de plein exercice, une école d'ingénieurs, un institut d'études politiques et une école de langues.

### • 12 janvier

Un séisme de forte magnitude frappe Haïti. Les dégâts sont gigantesques : près de 300 000 morts, un million de sans-abri.

### • 11 février

Suite à l'explosion du volcan de la Soufrière de l'île de Montserrat, et à la dissémination d'un imposant panache de cendres, les écoles, les

collèges et les lycées de la Guadeloupe ont été fermées, ainsi que l'aéroport international de Pointe-à-Pitre (3 jours de fermeture).

### • 14 mars

Victorin Lurel, président sortant, remporte les élections régionales au premier tour avec 56,6 % des suffrages.

### • 14 avril

Le nuage de cendres, provoqué par l'éruption du volcan islandais Eyjafjöll, paralyse le trafic aérien mondial. Les vols annulés au départ de l'hexagone privent l'archipel de centaines de touristes.

### • 7 octobre

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale des Îles de Guadeloupe (CCI IG) succède aux deux chambres en place : Pointe-à-Pitre et Basse-Terre. La liste emmenée par Colette Koury remporte l'élection : le siège de la CCI IG est situé à Pointe-à-Pitre.

### • 29 octobre

Saint-Barthélemy choisit de devenir « Pays et Territoire d'Outre-mer » (PTOM). Ce statut sera effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

### • 9 novembre

La neuvième édition de la Route du Rhum est remportée par Franck

Cammas, skipper de Groupama 3, après neuf jours de course.

### • 17 novembre

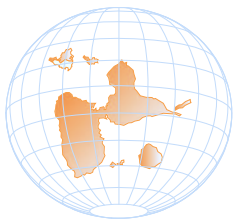
Le parlement adopte le projet de loi de réforme des collectivités territoriales qui institue, de fait, une assemblée unique dans les Dom. Cette réforme opère un rapprochement spectaculaire entre région et département. Conseillers généraux et départementaux disparaissent au profit des conseillers territoriaux. Elle prendra effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### • 14 décembre

Les représentants du LKP se présentent devant la sous-préfecture pour être reçus et demander la tenue d'un comité de suivi des accords de 2009. Mais ils trouvent les grilles de la sous-préfecture cadenassées.

---

Mélanie CHRISTANVAL  
Nicolas SILVESTRE



## L'économie mondiale redémarre en 2010

**Le Produit Intérieur Brut mondial a progressé de 5 % en 2010. La reprise a été dynamique aux États-Unis mais plus hétérogène dans la zone Euro. La plupart des pays avancés ont mis en place des plans de consolidation de leurs finances publiques. En France, la reprise est portée essentiellement par la consommation. La reprise a été très dynamique en Amérique latine et dans la Caraïbe, portée par le Brésil, la République dominicaine et Panama. L'économie haïtienne a subi en 2010 les conséquences du tremblement de terre de janvier.**

L'économie mondiale a progressé de 5 % en 2010 après la récession de 2009 (- 0,5 %). Le commerce mondial a retrouvé son dynamisme, particulièrement au second semestre 2010. La reprise de la demande mondiale est forte.

Le prix du pétrole a fortement augmenté au dernier trimestre 2010 (voir encadré). La hausse du coût de l'énergie laisse craindre des répercussions sur les prix des produits alimentaires. Ces hausses toucheront plus fortement les pays émergents et risquent, si elles se poursuivent, de générer des tensions sociales.

Les États-Unis ont retrouvé une croissance dynamique (+ 2,8 %). Le recul des importations américaines au cours du dernier trimestre est dû aux conditions climatiques et ne devrait être que conjoncturel. La politique budgétaire très expansionniste a permis de sortir

de la crise de septembre 2008. La croissance est restée très élevée dans les pays émergents. La Chine et l'Inde poursuivent leur marche en avant à un pas rapide avec une croissance de plus de 10 %. L'inflation et la spéculation immobilière menacent toutefois d'éroder les progrès enregistrés.

La croissance a été très hétérogène dans la zone Euro. L'économie allemande a été soutenue par des investissements élevés. L'Espagne et l'Italie ont dû faire face à une demande interne très faible. La Grèce, le Portugal et l'Irlande ont mis en place des plans drastiques de réduction des déficits publics. Après une reprise soutenue au premier semestre 2010, l'activité a décéléré au second semestre sous l'effet conjugué de politiques publiques

plus restrictives et d'un ralentissement des exportations.

Les craintes liées au non remboursement de la dette de certains états sont toujours présentes. La Grèce, l'Irlande, le Portugal et dans une moindre mesure l'Espagne ont subi une hausse des taux souverains à dix ans. Ces hausses remettent en cause un équilibre budgétaire déjà menacé par la crise. En réponse, ces états mènent des politiques radicales de consolidation du déficit public basées essentiellement sur une réduction des dépenses publiques. Le plan de soutien mené par l'Europe garantit à ces états des taux de remboursement ne mettant pas en péril l'économie du pays. Les risques sur les dettes souveraines peuvent de manière indirecte pénaliser la reprise économique en développant l'attentisme des acteurs économiques, en particulier des ménages. Les politiques budgétaires

### La crise épargne les pays émergents

Croissance du PIB en 2009 et 2010, projections pour 2011 et 2012

unité : en %

	2009	2010	Projections	
			2011	2012
<b>Monde</b>	<b>-0,5</b>	<b>5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>
économies avancées	-3,4	3,0	2,4	2,6
Etats Unis	-2,6	2,8	2,8	2,9
Zone Euro, dont :	-4,1	1,7	1,6	1,8
- France	-2,7*	1,5*	1,6	1,8
- Allemagne	-4,7	3,5	2,5	2,1
Japon	-6,3	3,9	1,4	2,1
<b>Pays émergents ou en développement</b>	<b>2,7</b>	<b>7,3</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>
- Chine	9,2	10,3	9,6	9,5
- Inde	6,8	10,4	8,2	7,8
<b>Amérique Latine - Caraïbes</b>	<b>-1,7</b>	<b>6,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,2</b>
Brésil	-0,6	7,5	4,5	4,1
Venezuela	-3,3	-1,9	1,8	1,6
Amerique Centrale <sup>1</sup>	-0,6	3,6	4,0	4,3
- Panama	3,2	7,5	7,4	7,2
Caraïbes <sup>2</sup>	0,4	3,4	4,2	4,5
- Haïti	2,9	-5,1	8,6	8,8
- République Dominicaine	3,5	7,8	5,5	5,5
- Antigua et Barbuda	-8,9	-4,1	3,1	2,5
- Dominique	-0,3	1,0	1,6	2,5
- Sainte-Lucie	-3,6	0,8	4,2	3,9
- Barbade	-4,7	-0,5	2,0	2,5
- Trinidad et Tobago	-3,5	0,0	2,2	2,4
- Suriname	3,1	4,4	5,0	5,0

(1) Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama  
(2) Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago.

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2011 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2005



res comportent également un risque de réduction du pouvoir d'achat des ménages, en particulier lorsqu'elles s'appuient sur une hausse de la fiscalité.

L'inflation est repartie à la hausse en 2010 dans la zone Euro. La Banque centrale européenne (BCE) a relevé son taux directeur à 1,25 % en avril 2011, dans le but de limiter ces tensions inflationnistes. Cette politique tranche avec celle de la banque centrale des États-Unis, qui a maintenu durant toute l'année 2010 ses taux directeurs à un niveau plancher.

## La croissance repart en France

En France, la fin des effets du plan de relance s'est ajoutée aux conditions climatiques défavorables au dernier trimestre qui ont pesé sur la reprise, en particulier dans le secteur de la construction. L'investissement a stoppé sa chute mais a encore baissé en 2010 (- 1,2 % en 2010 après - 9,0 % en 2009).

L'inflation est restée très limitée en France, qui est le pays de la zone Euro où l'inflation est restée la plus faible. Le chômage sur le marché du travail y a contribué. L'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières ris-

que de faire repartir l'inflation et rogner ainsi sur le pouvoir d'achat des ménages.

Depuis le dernier trimestre 2010, les entreprises ont reconstitué les stocks, contribuant ainsi à la croissance. Ce facteur, associé à un report d'activité dans le secteur de la construction a entraîné une accélération de la croissance au premier trimestre 2011 (+ 1 %).

## L'Amérique latine et les Caraïbes sont dynamiques

Les économies d'Amérique latine et de la Caraïbe ont enregistré une forte croissance en 2010 (+ 6,1 %). Cette croissance devrait rester soutenue en 2011 et 2012 avec des prévisions supérieures à 4 %. Cette croissance a été portée par la demande intérieure, générant des risques de surchauffe dans certains pays avec l'accroissement des déficits publics et des tensions inflationnistes.

Le Brésil, fort d'une croissance très vive (+ 7,5 %) a mis en place en 2011 des coupes budgétaires élevées à hauteur de 1,25 % du PIB. La croissance est restée soutenue au Suriname grâce à une forte hausse en valeur des exportations de pétrole et d'or.

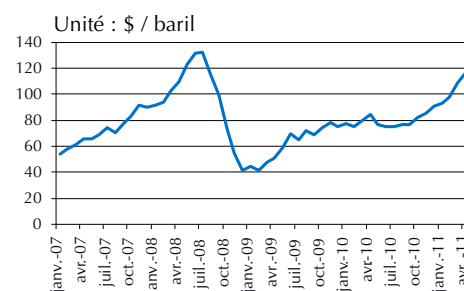
Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale), la dette publique s'est dégradée pour approcher 100 % du PIB. Le tourisme a repris en 2010 mais de manière moins marquée que dans les grandes Antilles. La croissance se poursuit en République dominicaine (+ 7,8 % en 2010 après + 3,5 % en 2009). L'économie est portée par des investissements sur des grands travaux mais délaisse des politiques publiques d'éducation et de santé qui pourraient contribuer à réduire les inégalités.

L'économie haïtienne a subi les conséquences du tremblement de terre de janvier 2010. La crise économique a toutefois été limitée par l'aide internationale massive. La chute du PIB est estimée à - 5,1 % en 2010. Un an après le séisme, l'aide versée ne représente qu'un quart du montant promis lors de la conférence des donateurs qui s'est réunie à New-York en mars 2010. Les personnes les plus vulnérables sont confrontées à des conditions de vie très précaires. Environ 1,5 millions de personnes vivent dans des campements de fortune et doivent faire face à la hausse des prix des produits de base.

Hervé LE GRAND

## Les prix du pétrole repartent à la hausse

Évolution du prix moyen du baril de Brent\*



\*pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale)

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

## Les prix du pétrole augmentent fortement depuis le dernier trimestre 2010

Le prix du pétrole a fortement augmenté au premier trimestre 2011, soutenu par la demande mondiale et par les incertitudes sur la situation au Moyen-Orient. Il devrait se stabiliser autour de 110 \$ le baril au deuxième trimestre 2011 sous l'effet de la baisse saisonnière de la demande de pétrole dans les pays développés à la fin de l'hiver. Des incertitudes subsistent en relation avec la situation géopolitique au Moyen-Orient et sur les conséquences du tremblement de terre au Japon, troisième importateur mondial de pétrole. L'Insee estime qu'en France, une augmentation de 20 € sur le prix du baril de Brent entraîne une hausse de 0,7 point de l'inflation sur un an. La diffusion d'un choc sur le prix du pétrole influe directement sur les prix à la consommation par le renchérissement de la consommation énergétique, et indirectement par la hausse des salaires qui entraîne une augmentation des prix à la production.

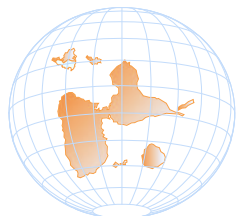
Pour en savoir plus

### Fonds Monétaire International

- World Economic Outlook (WEO), "Les tensions d'une reprise à deux vitesses", avril 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/01/index.htm>
- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Watching out for overheating", avril 2011, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2011/whd/eng/wreo0411.htm>

### Insee

- Note de conjoncture, "Les chocs passent, l'activité résiste", mars 2011, [http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous\\_theme=3&page=note.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm)
- Les comptes de la nation en 2010, « La croissance repart », Insee Première n°1349, mai 2011, [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=ip1349](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1349)



## Reprise modérée des échanges extérieurs

**Après la baisse de 2009, les échanges de la Guadeloupe repartent de l'avant en 2010. Les importations augmentent de 12 % et les exportations de 5 %. Le déficit commercial atteint deux milliards d'euros, en progression lui aussi de 12 %. La part des importations de France métropolitaine gagne quatre points. Suite aux dommages causés sur les récoltes par les cendres de la Soufrière de Montserrat, les exportations agricoles chutent.**

Après une année 2009 affichant un net repli, le commerce extérieur de la Guadeloupe se redresse en 2010. Il demeure malgré tout moins dynamique qu'avant la crise. Le montant des importations est de 2,27 milliards d'euros en hausse de 12 % par rapport à 2009. Les importations progressent dans l'ensemble des principaux secteurs sauf dans celui de l'énergie. La valeur des produits pétroliers raffinés chute de 20 %. Néanmoins, la hausse du prix du pétrole atténue la diminution. Exprimé en dollar US, devise dans laquelle s'effectuent les transactions pétrolières, le cours annuel moyen du pétrole progresse de 29 % en 2010<sup>1</sup>. La baisse de 32 % des quantités importées est donc plus forte. Hors énergie, la hausse de la valeur des produits importés est de 16 %. Après une baisse de 26 % en 2009, le montant des importations de l'industrie automobile repart à la hausse (+12 %). Dans l'industrie alimentaire, les importations progressent plus fortement en valeur qu'en volume en raison de la hausse des prix enregistrée dans ce secteur. Le montant des achats d'équipements mécaniques et électriques augmente de 17 %. Les achats d'autres produits industriels s'accroissent de 19 %, tirés par les

produits pharmaceutiques, les meubles et l'habillement.

En 2010, le montant des exportations progresse également (+ 5 %), mais moins rapidement que celui des importations. Il atteint 216 millions d'euros. Les réexpéditions de produits pétroliers raffinés vers la Guyane française représentent 28 % de ces ventes. Hors énergie, la valeur des exportations augmente de 7 %.

Comme pour les autres départements d'Outre-mer, les échanges de biens de la Guadeloupe sont déséquilibrés. Le montant des exportations est dix fois moins élevé que celui des importations. Il en résulte un faible taux de couverture des échanges de biens. Il est de 10 % comme en 2009. Mais le déficit commercial est également élevé. Il atteint 2 milliards d'euros en 2010 en hausse de 12 %.

### Accroissement de la part des importations provenant de France métropolitaine

En 2010, les produits manufacturés ou industriels dominent les importations guadeloupéennes. Ils représentent 71 % des achats, constitués également à 19 %, de biens agricoles ou alimentaires et à 10 % d'énergie. 61 % des produits importés proviennent de France métropolitaine, soit quatre points de plus qu'en 2009. Les approvisionnements métropolitains recouvrent de nombreux produits :

- 75 % des denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac ;
- 62 % des équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique,
- 91 % des produits pharmaceutiques.

La France métropolitaine est le fournisseur principal de véhicules (45 %).

### En 2010, la métropole renforce sa première place dans les échanges guadeloupéens

Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial en 2010

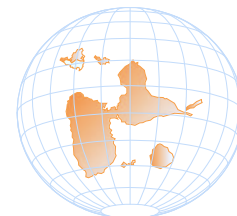
Unité : million d'euros et %

	Importations	%	Exportations	%	Solde
France métropolitaine	1 378,6	60,8	72,2	33,4	-1 306,4
Union européenne hors France	295,6	13,0	13,6	6,3	-282,1
Etats-Unis	155,2	6,8	2,5	1,1	-152,7
Martinique	78,0	3,4	33,7	15,6	-44,3
Caraïbe hors ACP	44,9	2,0	1,9	0,9	-43,0
Caraïbe ACP	26,2	1,2	2,1	1,0	-24,1
Guyane	6,4	0,3	66,4	30,7	60,0
Autres	2 82,0	12,4	23,9	11,0	-2 58,2
<b>Total</b>	<b>2 266,9</b>	<b>100,0</b>	<b>216,2</b>	<b>100,0</b>	<b>-2 050,7</b>

Source : Douanes, calculs Insee

(1) Compte tenu de la réévaluation de l'euro par rapport au dollar au cours de la même période, exprimé en euros, le cours moyen du pétrole a diminué de 1,2%.





## En 2010 les importations repartent à la hausse

Montants et évolutions des importations et des exportations par activité

Unité : million d'euros et %

	Importations		Exportations	
	valeur	évolution en 2010	valeur	évolution en 2010
AZ - Agriculture, sylviculture et pêche	48,4	23,5	23,8	-25,4
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	20,9	1,4	9,3	176,9
C1 - Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	394,9	20,3	50,6	3,6
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	199,1	-20,0	60,8	0,3
C3 - Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	431,4	17,4	19,9	-3,7
C4 - Matériels de transport	293,4	3,6	15,9	35,9
- dont industrie automobile	254,6	11,6	6,0	-5,8
C5 - Autres produits industriels	857,9	19,1	34,5	22,8
- dont pharmacie	148,0	5,8	1,5	360,3
Autres	21,0	-7,5	1,4	23,4
<b>Total</b>	<b>2 266,9</b>	<b>11,7</b>	<b>216,2</b>	<b>4,8</b>

Source : Douanes, calculs Insee

Ensuite, arrive l'Allemagne (22 %) puis le Japon, l'Espagne, l'Italie, la Grande Bretagne et la Roumanie.

L'Allemagne procure principalement des voitures mais aussi des produits industriels divers, des équipements électriques et des produits alimentaires. L'Italie envoie également des carreaux et dalles en céramique, des appareils ménagers et des produits alimentaires. Les Pays Bas fournissent de la bière et de la viande de volailles. L'Espagne livre des produits industriels divers et des produits alimentaires.

Les produits pétroliers raffinés constituent l'essentiel de l'énergie importée. Ils proviennent des États-Unis et de la Martinique. Ils se composent de fuel, de gazole et d'essence sans plomb.

Les achats auprès des voisins caribéens restent peu développés. En 2010, l'espace Caraïbe (hors DFA) procure 3,2 % des produits importés, la Martinique 3,4 % et la Guyane 0,3 %. Les produits venant de l'espace Caraïbe sont principalement du ciment, de la houille et des produits pétroliers, mais également du fil de fer, des oranges et des racines. Les expéditions en provenance de Martinique sont constituées de carburant à 87 %.

La banane représente 2 % de la valeur. La Guyane envoie surtout du poisson et du bois.

### Chute des exportations agricoles

Les exportations de la Guadeloupe sont peu diversifiées. En dehors des réexpéditions de pétrole raffiné, quatre produits représentent 40 % de leur valeur (sucre, rhum, bananes et melons). Cette part chute de 10 points en 2010 où les quantités de produits agricoles exportés diminuent de 23%. Elles sont tirées vers le bas par la chute des expéditions de bananes (-22 %) et de melons (-45 %). En début d'année, les chutes de cendres qui ont suivi l'éruption de la Soufrière de Montserrat ont rendu une partie de la production annuelle de bananes et de melons impropres à la consommation.

En revanche, le montant des exportations de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac augmente (+3,6%). En particulier les quantités de sucre exportées progressent de 7 % et celles de rhum de 4,5 %.

La France métropolitaine constitue la destination d'un tiers des exportations

guadeloupéennes. Ces achats, dont le montant se maintient au même niveau qu'en 2009, se composent principalement de sucre, de rhum, de bananes et de melons. En 2010, les réexpéditions de carburant vers la Guyane baissent en volume de 11 %. Néanmoins, le montant reste élevé, au même niveau qu'en 2009 compte tenu de la hausse des prix des produits pétroliers.

La valeur des exportations vers la Martinique augmente de 27%, mais elle est largement inférieure au niveau d'avant 2009. Elles se composent notamment de réexpéditions de téléphones portables, de verres de lunetterie et d'articles et appareils d'orthopédie.

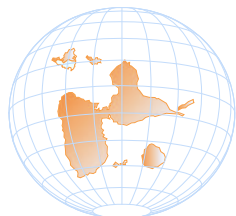
Plus de la moitié des exportations vers l'Union européenne (hors France) se compose de sucre de canne livré au Portugal. On y trouve également des déchets et débris métalliques expédiés en Espagne.

L'espace Caraïbe ne reçoit que 2 % du montant des exportations, principalement du ciment et des aliments pour animaux.

Emmanuel THIOUX

### Définitions

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto- Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe »), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer.



## Redressement de l'activité de crédit en 2010

**Après une année 2009 marquée par un ralentissement historique de l'activité des banques en Guadeloupe, les encours de crédits bruts s'inscrivent en forte hausse en 2010 (+7,5 % après +1,1 %). Cette évolution traduit un retour progressif de la demande de financement des ménages guadeloupéens, les entreprises affichant une position plus hésitante. En parallèle, les actifs financiers de la clientèle augmentent à un rythme relativement modéré (+4,8 %), qui masque cependant des évolutions hétérogènes selon le type de placement.**

**A**u 31 décembre 2010, l'encours des actifs financiers en Guadeloupe s'établit à 6,61 milliards d'euros. Si sa croissance s'accélère légèrement par rapport à 2009 (+4,8 % contre +4,6 %), elle reste inférieure au taux de croissance annuel moyen relevé au cours des quatre précédentes années (+5,9 %).

### Bonne orientation des dépôts à vue

Dans un contexte de retour progressif de la confiance, les acteurs économiques, en particulier les entreprises, ont maintenu en 2010 un comportement de précaution qui a favorisé une forte croissance des dépôts à vue (+8,1 %, après +6,2 % en 2009).

Le maintien à un niveau faible du principal taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne en 2010 (1 % depuis mai 2009) ne favorise pas l'amélioration du rendement des placements indexés sur les taux de marché, entraînant le désintérêt des épargnants pour ce type de placements : l'encours de l'épargne à court terme se replie pour le deuxième exercice consécutif (-2,2 % en 2010, après -0,7 % en 2009).

A l'inverse, l'épargne longue maintient une bonne performance (+8,8 %, contre +9,2 % en 2009), notamment s'agissant d'assurance-vie.

### Forte hausse des crédits aux ménages

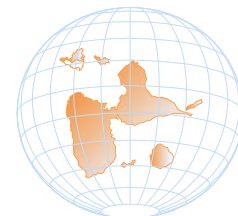
A partir du second semestre 2010, l'activité de crédit affiche un net redémarrage en Guadeloupe. Au ralentissement historique de l'activité de crédit enregistré dès la fin de l'année 2008, succède une croissance d'encours marquant

les premiers signes de reprise économique : l'encours sain s'établit ainsi à 7,18 milliards d'euros au 31 décembre 2010, en augmentation de 6,8 % sur un an (+460,3 millions d'euros), contre +1,1 % en 2009.

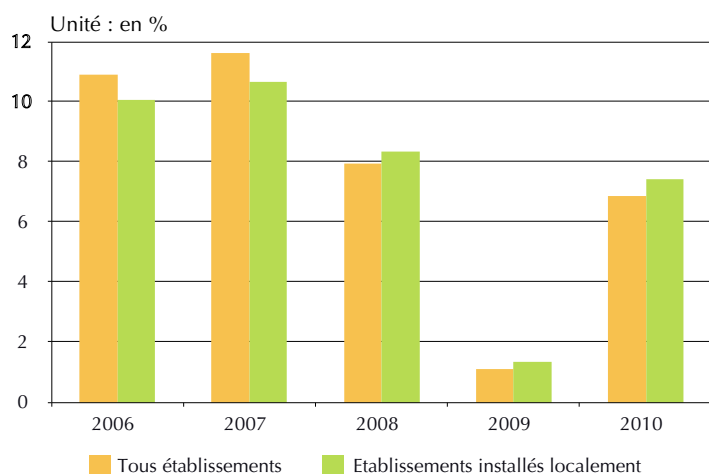
Les établissements installés localement connaissent un plus fort dynamisme, avec une hausse d'encours de 7,4 %, contre +2,1 % pour les établissements non installés localement. Comme dans l'hexagone, les premiers signes de reprise économique se reflètent davantage dans le comportement financier des ménages que dans celui des entreprises. Sur un an, les ménages renforcent nettement leur recours aux crédits (+8,9 %, soit +222,6 millions d'euros), contrastant avec une année 2009 relativement mal orientée (+2,4 %). Composé à 65,1 % de crédits à l'habitat, l'encours sain des crédits aux ménages guadeloupéens s'élève à 2,73 milliards d'euros à fin décembre 2010.

Le dynamisme retrouvé de la consommation des ménages a favorisé le développement des financements aux particuliers au second semestre.

Le financement de l'habitat est le principal contributeur à la reprise de l'activité de crédit aux ménages (7 points de croissance). Tandis que l'encours ralentissait de manière continue entre mi-2008 et fin 2009, il retrouve un dynamisme dès le début de l'année 2010 pour atteindre une croissance annuelle de 10,9 % au 31 décembre (+174,5 millions d'euros), soit plus du double de celle enregistrée en 2009 (+5,1 %). Très proche de la croissance observée au cours de l'année 2008 mais encore inférieure à celle observée en 2006 et 2007,



## Évolution de l'encours sain de crédit en Guadeloupe



cette évolution témoigne d'une reprise de la demande immobilière en 2010<sup>1</sup>.

Après une baisse en 2009 (-1,9 %), l'évolution favorable de l'encours de crédits à la consommation (+5,3 %, soit +48,1 millions d'euros sur un an) résulte notamment de la bonne tenue du marché automobile, en particulier en fin d'année.

### Reprise moins marquée des crédits aux entreprises

L'encours de crédit porté par les entreprises guadeloupéennes (3,37 milliards d'euros fin 2010) augmente de 1,8 % en glissement annuel, après avoir diminué de 1,2 % l'année précédente.

Après un retournement brutal du marché des crédits d'investissement en 2009 (-17,8 points de croissance annuelle), l'encours retrouve une évolution positive fin 2010 (+5,2 %, soit +68,9 millions d'euros), à l'instar des principaux indicateurs d'investissements dans le département. Les

crédits à l'équipement augmentent de 6,2 % (+67,3 millions d'euros) en raison essentiellement d'un regain de l'investissement de renouvellement ; les entrepreneurs individuels ne sont cependant pas concernés par cette amélioration, les crédits à l'équipement régressant de 5,4 millions d'euros. L'encours de crédit-bail des entreprises reste relativement stable sur un an (+0,7 % ; +1,6 million d'euros) et les crédits à l'habitat qui leur sont accordés enregistrent, pour la troisième année consécutive, un ralentissement du rythme de croissance (+1,9 % après +4,9 % en 2009 et +6,2 % en 2008). En phase avec une meilleure tenue des comptes à vue des entreprises, les crédits d'exploitation affichent de nouveau une forte contraction (-10,7 % après -11,7 % en 2009). Le dispositif de médiation du crédit mis en place localement comme au plan national, à compter de novembre 2008, a été utilisé par 145 entreprises de Guadeloupe au 31 décem-

bre 2010. Au total, deux tiers des dossiers se sont révélés éligibles au dispositif, parmi lesquels 37 ont été traités avec une issue favorable. Le taux de succès du dispositif en Guadeloupe s'établit ainsi à 42 % fin décembre 2010.

### Nette croissance des financements au secteur public

Après une très faible hausse en 2009 (+2,2 %), les crédits aux collectivités locales augmentent fortement (+12,2 %, soit +82,7 millions d'euros), en raison notamment d'importants financements en faveur du Conseil régional, du Conseil général et de la Collectivité de Saint-Martin. Un autre élément marquant de l'activité de crédit en 2010 concerne le financement bancaire du secteur hospitalier (+42,1 % sur un an pour l'encours de la catégorie « autres agents » composé essentiellement d'hôpitaux).

### Légère augmentation du taux de créances douteuses

L'encours de créances douteuses brutes augmente de 15,2 % (+87,4 millions d'euros) pour atteindre 662 millions d'euros, marqué par les déclassements des dossiers de certaines entreprises en douteux. Le taux de créances douteuses brutes enregistre ainsi une légère détérioration, passant de 7,9 % en 2009 à 8,4 % en 2010.

Michelle MINATCHY  
IEDOM

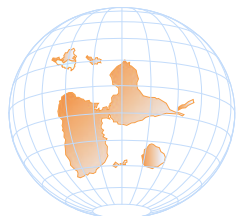
(1) Le nombre de permis de construire délivrés pour des logements neufs a augmenté de 23 % sur un an.

## Concours consentis par nature en Guadeloupe

Unité : en millions d'euros et %

	Crédits à l'habitat	Crédits d'exploitation	Crédits à la consommation	Crédits d'investissement	Autres crédits	Total sain
31-déc-10	3 376	363	952	2 136	355	7 182
31-déc-09	3 172	405	903	1 985	256	6 721
31-déc-08	3 021	467	921	2 022	223	6 655
31-déc-07	2 789	459	885	1 841	186	6 161
31-déc-06	2 495	441	828	1 543	213	5 520
31-déc-05	2 302	394	780	1 445	257	5 178
Variation 10/09	6,4%	-10,3%	5,4%	7,6%	38,5%	6,8%
Variation an. moy. 10-06	7,9%	-4,7%	3,5%	8,5%	13,6%	6,8%

Source : IEDOM



## Forte poussée des prix en Guadeloupe en 2010

**Pour l'année 2010, les prix à la consommation des ménages guadeloupéens augmentent de 2,8 % après une augmentation modérée de 0,2 % en 2009. La Guadeloupe se démarque par une inflation beaucoup plus marquée qu'en Guyane (0,2 %), en Martinique (1,6 %), et en France métropolitaine (1,5 %).**

C'est un brusque retournement de situation qui est observé en Guadeloupe en 2010. En effet, après une année 2009 où l'inflation a pu être contenue (+0,2 %) grâce notamment aux accords conclus suite aux mouvements sociaux, les prix à la consommation augmentent fortement. Une tendance à la hausse qui concerne tous les postes de consommation. L'énergie, les services et l'alimentation sont les trois secteurs qui contribuent le plus à l'inflation. L'énergie contribue à près de la moitié de la hausse des prix en 2010. Ce poste augmente en moyenne annuelle de 10,7 %. Après un coup de frein entre 2008 et 2009 (-18,7 %),

les prix des produits pétroliers augmentent fortement au cours du second semestre : le rattrapage progressif de l'évolution des cours du pétrole sur les marchés internationaux<sup>1</sup>, la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent les transactions pétrolières, et la mise en œuvre d'une nouvelle formule de calcul à compter de juillet 2010 expliquent la nette réévaluation des prix des carburants routiers et de la bouteille de gaz.

Les services constituent un poste important dans le budget des ménages, près de 40 %. Par conséquent, sa contribution à la fluctuation des prix est majeure. L'accroissement du prix

*(1) Sur les marchés internationaux, le baril de Brent est passé de 61,8 \$ en moyenne en 2009 à 79 \$ en 2010, soit une augmentation de 28 %. Compte tenu, dans le même temps, de la dévaluation de l'euro par rapport au dollar, il faut souligner que, libellé en unité monétaire de l'UE, le prix du baril de Brent a baissé de 1,2 % (de 14,57 € à 14,40 € le baril)...*

### Poussée inflationniste dans tous les secteurs en 2010

Indice des prix à la consommation en Guadeloupe

Indice base 100 : moyenne 1998

Regroupements	Pondération 2010	Indices 2009 moyen	Indices 2010 moyen	Variation 2010/2009	Contributions à la hausse des prix en 2010
<b>Alimentation</b>	<b>1 854</b>	<b>123,6</b>	<b>126,1</b>	<b>2,0%</b>	<b>0,4%</b>
Produits frais	379	113,5	125,3	10,4%	0,4%
Alimentation hors produits frais	1 475	124,0	124,6	0,5%	0,1%
<b>Tabac</b>	<b>47</b>	<b>338,8</b>	<b>383,9</b>	<b>13,3%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Produits manufacturés</b>	<b>3 012</b>	<b>104,8</b>	<b>106,4</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,5%</b>
Habillement et chaussures	499	89,7	91,6	2,1%	0,1%
Produits de santé	232	91,2	92,4	1,3%	0,0%
Autres produits manufacturés	2 281	112,9	114,2	1,1%	0,3%
<b>Energie</b>	<b>962</b>	<b>118,5</b>	<b>131,2</b>	<b>10,7%</b>	<b>1,1%</b>
produits pétroliers	749	123,8	140,1	13,2%	1,0%
<b>Services</b>	<b>4 125</b>	<b>125,0</b>	<b>127,3</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,8%</b>
Loyers et services rattachés <sup>(1)</sup>	814	128,8	130,9	1,7%	0,1%
Services de santé	194	130,6	130,6	0,0%	0,0%
Transports-communications	757	111,6	111,5	-0,1%	0,0%
Autres services <sup>(2)</sup>	2 360	126,2	129,0	2,3%	0,5%
<b>Ensemble</b>	<b>10 000</b>	<b>119,2</b>	<b>122,5</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,8%</b>

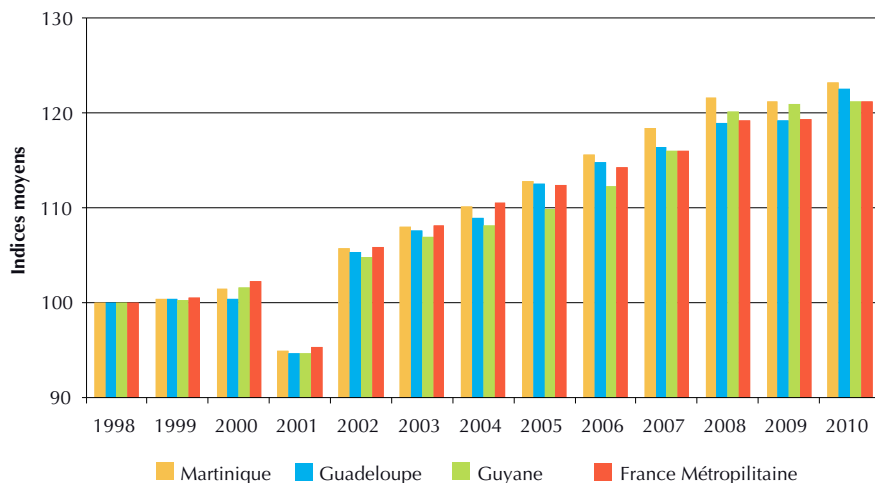
Source : Insee-Dirag, indice des prix à la consommation

*(1) Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.*

*(2) Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...*



## Évolution des prix à la consommation entre 1998 et 2010 dans DFA et en France métropolitaine



Source : Insee-Dirag, indice des prix à la consommation

des services s'explique par une variation des loyers et services rattachés de 1,7 % : les frais d'adduction d'eau ont ainsi été réévalués de 4,4 %, ceux des services d'assainissement de 0,8 %, deux postes certes en net recul par rapport à 2009 où ils avaient respectivement subi des augmentations de 13,3 % et 12,4 %. Pour leur part, les prix des services de santé sont restés stables et ceux des transports ont même légèrement diminué. Les prix des autres services (notamment la protection sociale, les assurances et

les services financiers) ont été relevés de 2,3 % en un an et contribuent pour 0,5 % à l'évolution annuelle. Cette tendance est commune à la Guayane et à la Martinique. Le prix de l'alimentation augmente de 2 % soit un rythme d'augmentation légèrement inférieur à celui observé en 2009 (-0,2 point). Toutefois, cette hausse est concentrée sur les produits frais dont les prix sont relevés de 10,4 % (+17 % pour les légumes) contre 0,6 % l'an dernier soit une augmentation de 9,8 points.

Après une très forte hausse en 2009 de 33,2 % (réévaluation des taxes destinées à financer le Revenu Supplémentaire Temporaire d'Activité), les prix des cigarettes sont relevés de 13,3% en 2010. Compte tenu du faible poids de ce poste de consommation (1 %) dans le budget des familles, sa contribution à l'inflation est de 0,1 point.

La variation des prix des produits manufacturés se stabilise. Après une baisse de 0,1 % en 2008 puis une hausse de 1,8 % en 2009, leur rythme d'augmentation reste soutenu en 2010 avec 1,5 % de hausse. Contrairement à la France métropolitaine, la Martinique ou la Guayane, les prix des produits manufacturés progressent en Guadeloupe. En dépit de leur faible contribution à l'évolution annuelle d'ensemble et après six années de baisse continue, l'augmentation des prix des produits de santé atteint 1,3 %. Les prix des articles d'habillement et des chaussures sont également relevés de 2,1 %. Ceux des autres produits manufacturés, notamment les meubles, sont en hausse de 1,1 %.

Evelyne RAGOT  
Ann-Emmanuelle FANON

### Définitions

**L'indice des prix à la consommation (IPC) :** instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.

**La variation moyenne annuelle :** variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.

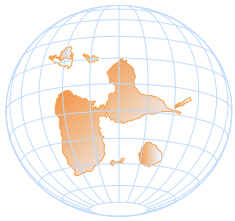
### Pour en savoir plus

#### Comparaison spatiale des prix :

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=ip1304](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1304)

#### Historique des prix à la consommation :

[http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=26&ref\\_id=17053](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=26&ref_id=17053)



## Toujours plus de créations d'entreprise en Guadeloupe

**En 2010, un an après la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur, le nombre de créations d'entreprise continue sa progression en Guadeloupe : 5 330 créations, soit 9% de plus que l'année précédente. Avec une hausse de 29 %, le secteur de « l'enseignement, la santé et l'action sociale » enregistre la plus forte évolution suivie par l'industrie (+20 %). Deux créateurs d'entreprise sur cinq sont des auto-entrepreneurs. La part des auto-entrepreneurs est plus élevée dans le secteur de « l'information et la communication » et dans « les autres services aux ménages ». Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié. Parmi elles, 42% sont des auto-entreprises. 38% des emplois salariés créés sont dans « le commerce, le transport et l'hébergement ».**

**E**n 2010, en Guadeloupe, 5 327 entreprises ont été créées dans les secteurs marchands non agricoles, contre 4 887 en 2009. Cette hausse de 9% s'explique par une augmentation du nombre des créations d'auto-entreprises de 20% entre 2009 et 2010 mais aussi par la progression des créations hors auto-entrepreneurs de +3%.

Le nombre d'auto-entreprises progresse plus en Guadeloupe qu'en France métropolitaine (+20% contre +12%). Ce rattrapage s'explique par l'adaptation fin 2009, du régime microsocial (régime spécifique à l'auto-entrepreneur) aux spécificités des Dom pour les cotisations sociales. Cependant, en 2010 comme en 2009, le statut d'auto-entrepreneur suscite moins d'engouement en Guadeloupe qu'en France métropolitaine (39% d'auto-entreprises créées contre 58%).

Au classement des plus fortes augmentations du nombre de créations d'auto-entreprise, la Guadeloupe

arrive en 5<sup>e</sup> place, après les autres régions d'outre-mer et l'Île-de-France (28%).

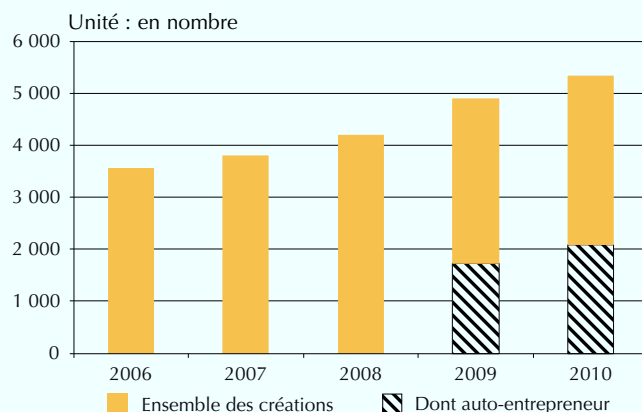
En 2010, le secteur du « commerce, transport, hébergement et restauration » est le premier gisement de créations dans l'économie de la Guadeloupe : avec 1 912 créations, il représente 36% du renouvellement des entreprises guadeloupéennes. Un tiers de ces nouvelles unités sont sous le régime d'auto-entrepreneur. Dans ce secteur, 63% des créations réalisées relèvent du commerce, 25% de la restauration et 9% du transport.

Sur l'ensemble des entrepreneurs, un sur cinq a choisi de créer son activité dans le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, ...).

*Plus du tiers des créations d'entreprise dans le « commerce, transport, hébergement et restauration »*

### 20 % de créations d'auto-entreprises de plus qu'en 2009

Évolution des créations d'entreprises en Guadeloupe en 2010

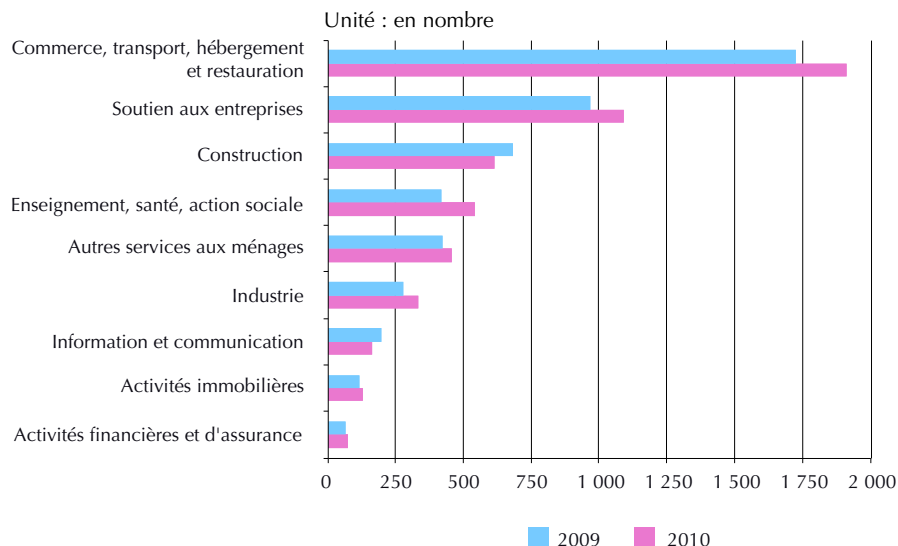


Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)  
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles



## L'industrie et l'enseignement, la santé et l'action sociale progressent plus vite

Principaux secteurs de création d'entreprise en Guadeloupe



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

### L'enseignement, la santé et l'action sociale en progression de 29%

C'est dans le secteur de « l'enseignement, la santé et l'action sociale » que le nombre de créations augmente le plus rapidement (+29%). Cette évolution est due à la hausse particulièrement élevée du nombre d'auto-entreprises créées (+82%). Avec 226 auto-entreprises créées, l'enseignement est le premier bénéficiaire des créations de ce secteur (+39%). Ce sous-secteur est suivi par celui de l'action sociale avec une hausse de 19% des créations.

Dans le secteur du « commerce, transport, hébergement et restauration », le nombre de créations a progressé de 11%. Là aussi, cette hausse est principalement due à la forte pro-

gression des créations d'auto-entreprise (+35%). Quoique portant sur des volumes de créations moins importants, le secteur du transport est celui qui connaît la plus forte évolution. Avec 174 entreprises créées en 2010, soit 74 de plus qu'en 2009. Les créations d'auto-entreprise ont plus que doublé.

Dans le secteur de l'industrie, le nombre de créations progresse de 20%. Contrairement aux autres secteurs, cette évolution est due à la hausse du nombre d'entreprises créées hors auto-entreprises (+26%) et beaucoup moins à celle du nombre d'auto-entrepreneurs (+6%).

Dans l'information et la communication, les 90 auto-entreprises créées représentent la moitié des créations de ce secteur. Ces auto-entrepreneurs se répartissent principalement dans

les activités informatiques et les services d'informations (70%).

Dans les autres services aux ménages, 59% des créateurs ont choisi le régime de l'auto-entreprise, soit 270 entreprises.

Parmi les 2 070 nouveaux auto-entrepreneurs, un sur trois a entre 30 et 39 ans. Ces créateurs sont surtout dans le soutien aux entreprises (28%) ; en particulier, quatre d'entre eux sur dix sont dans les activités administratives. Dans le commerce, 27% des nouveaux auto-entrepreneurs sont également dans cette tranche d'âge.

En 2010, la quasi-totalité des créations d'auto-entreprise se fait sans salarié. Du fait de l'importance de la part des auto-entrepreneurs parmi les créateurs d'entreprise,

*Une auto-entreprise pour créer son emploi*

la proportion de créations sans salarié reste élevée : neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié, quatre d'entre elles sur dix sont des auto-entreprises. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. En excluant les auto-entreprises, les créations d'entreprise sans salarié atteignent 58%. En 2010, les entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 4,3 salariés. Parmi les 2 000 nouveaux emplois salariés, 27% concernent la construction, 18% le commerce et la réparation automobile, 16% l'industrie manufacturière et 11% le soutien aux entreprises. Seules deux entreprises de plus de 20 salariés ont été créées.

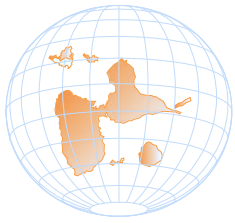
Gaëlle PHILIBERT  
Pierre VALADOU

### Définitions

*Auto-entrepreneur : le régime de l'« auto-entrepreneur » s'applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.*

### Champ

*Dans l'industrie, le champ ne couvre pas les créations d'entreprises sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité. Cela ne correspond pas à une activité industrielle mais à des entreprises créées pour gérer l'électricité produite par des installations photovoltaïques.*



## 2010 : une campagne de production agricole perturbée par les éléments naturels et climatiques

*Après une année 2009 marquée à la fois par le conflit social et ses conséquences sur l'activité économique du monde agricole, ainsi que par les conditions de sécheresse du dernier trimestre, l'année 2010 a enregistré de nouveaux aléas, qui ont culminé les 11 et 12 février avec les retombées de cendres provenant du volcan de la Soufrière de Montserrat. Les exploitations agricoles ont également souffert des conséquences d'un carême particulièrement sec, puis d'une succession de pluies diluviennes durant la période cyclonique.*

**L**a campagne de la canne à sucre en 2010 a été perturbée par les excédents de pluies en avril/juin qui ont dégradé les conditions de récolte et fait chuter la richesse en sucre.

Malgré un démarrage difficile des opérateurs de récolte, la campagne a débuté le 10 février à Gardel en Grande-Terre et le 13 mars à Marie-Galante.

Cette récolte a également été marquée par l'organisation du rattrapage des surfaces en canne non récoltées en 2009.

La superficie récoltée est de 11 184 hectares, le rendement moyen est assez faible à 61 tonnes par hectare ; 677 432 tonnes ont été broyées par les deux usines sucrières (soit + 6,8 % par rapport à 2009, mais -1 % par rapport à la moyenne décennale).

La richesse saccharine moyenne se situe à 8 % (soit +2 % par rapport à 2009 mais - 9 % par rapport à la moyenne décennale).

La production de sucre s'élève à 59 986 tonnes, supérieure de 8 % par rapport à 2009.

A l'usine Gardel, le broyage des cannes augmente de 8 %, la production de sucre de 10,6 % ; la situation est inverse à Marie Galante, une baisse de 10,6 % est enregistrée pour les

cannes broyées et 11,2 % pour le sucre.

Le prix moyen des cannes, comprenant le prix industriel et l'aide de l'État (23,40 euros/tonne) passe à 52,17 euros par tonne soit une augmentation de 0,7 % par rapport à 2009.

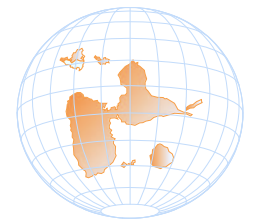
Mais la rémunération de la bagasse (10 euros/tonne) pour les livraisons à Gardel, permet une augmentation du prix de vente de l'ordre de 15 % ; néanmoins sur Marie-Galante, l'absence de centrale bagasse-charbon ne permet pas d'octroyer cette rémunération supplémentaire.

Ainsi, le revenu global (rémunération bagasse intégrée) augmente en moyenne de 5 % en 2010 sur l'ensemble de la Guadeloupe par rapport à la moyenne des cinq dernières années, mais des disparités apparaissent. Le bassin de Marie Galante enregistre une baisse de 18,5 %, et les autres bassins une hausse comprise entre 8 et 10 %.

### *Bilan de la récolte de canne à sucre*

Le bilan de la campagne 2010 est donc assez moyen, malgré une amélioration par rapport à 2009, les rendements restent faibles, et les résultats économiques compensent difficilement les pertes enregistrées en 2009.





## Bilan de la récolte de la banane

La campagne 2010 a été fortement perturbée en Guadeloupe par la retombée des cendres volcaniques les 11 et 12 février qui ont entraîné l'arrêt total des expéditions entre le 8 mars et le 23 mai 2011. Au niveau du marché européen, le déficit de 1 000 tonnes par semaine qui en a résulté a été compensé par l'augmentation de l'approvisionnement en bananes de Martinique.

A partir du 24 mai, la banane guadeloupéenne arrive sur un marché qui commence à s'essouffler.

Malgré la concurrence de la banane dollar, la suite de la campagne est satisfaisante : un pic d'arrivage est atteint la semaine du 11 octobre avec 1 710 tonnes de banane guadeloupéenne. Néanmoins, malgré les efforts commerciaux, le retard ne sera pas rattrapé et la campagne se solde par une baisse de 21 % avec seulement 41 300 tonnes de bananes expédiées.

Le prix moyen cumulé « départ quai ou frontière » (métropole) diminue de plus d'une dizaine de centimes pour les exportateurs antillais et africains à 0,63 euro/kg. La banane guadeloupéenne perd 0,14 euros par rapport à 2009.

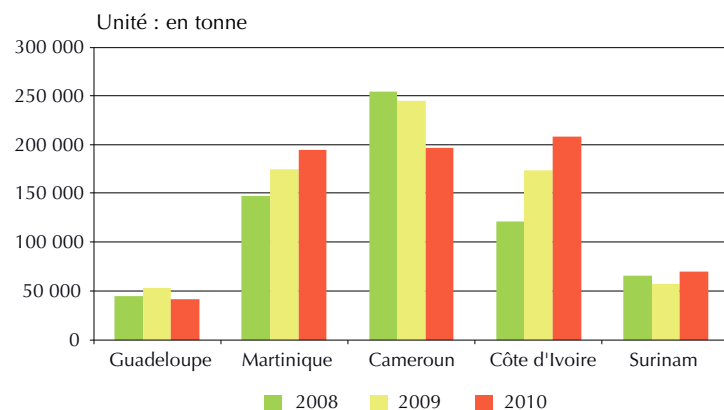
## Les chiffres-clés de la filière canne

	2010	2009	2008
<b>Canne</b>			
<b>Cannes broyées (tonne)</b>			
* usines	677 432	634 320	622 207
* distilleries	59 578	64 831	67 787
<b>Prix payés planteurs (euros/t)</b>			
* part usines	28,77	28,34	33,70
* part Etat	23,40	23,33	24,04
* distilleries	NC	58,55	54,20
<b>Sucre produit (tonne)</b>			
	59 986	55 602	63 452
<b>Richesse en saccharine</b>			
	8,02	7,90	9,11
<b>Mélasses (tonne)</b>			
	30 993	27 324	24 406
<b>Rhum (HAP)</b>			
<b>Agricole</b>			
* production	27 126	30 803	32 586
* marché local	17 271	18 727	18 371
* exportation	10 970	11 815	11 787
<b>Sucrierie</b>			
* production	37 706	44 291	42 103
* marché local	656	945	799
* exportation	41 341	36 232	38 457
<b>Total</b>			
* production	64 832	75 094	74 689
* marché local	17 927	19 672	19 170
* exportation	52 311	48 047	50 244

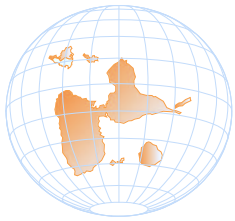
Source : Syndicat des producteurs de sucre et de rhums et Direction régionale des douanes

Gil CHAULET  
DAF

## Arrivages de bananes dans l'Union Européenne



Source : Direction Régionale des Douanes - DAF



## Les signes d'une reprise

**Après une année 2009 particulièrement difficile, l'hôtellerie homologuée de Guadeloupe a connu en 2010 une fréquentation plus importante. Les établissements ne retrouvent pas le niveau d'activité de 2008, mais la plupart des indicateurs sont en progression. Au prix d'un ajustement serré de l'offre en chambres à une demande décroissante, l'amélioration a surtout bénéficié à l'hôtellerie de luxe (3 étoiles ou plus) alors que l'activité des autres hôtels (0 à 2 étoiles) marque le pas.**

**A**vec des cessations temporaires d'activité et des fermetures de lits en 2009, l'offre en chambres avait diminué de 11%. En 2010, la plupart des hôtels sont réouverts mais, sur l'ensemble du parc, la hausse du nombre de chambres proposées n'atteint que 5%. Cependant, la clientèle venue plus nombreuse (+17%) a permis un meilleur remplissage des chambres ouvertes et le taux d'occupation gagne cinq points. Contrairement à l'année précédente, plus d'une chambre sur deux a été louée en 2010. Malgré un léger raccourcissement de la durée moyenne du séjour, 106 000 nuitées supplémentaires ont été vendues, soit une hausse de 12% par rapport à 2009. La clientèle française hors clientèle locale, assurent les trois quarts de ces nuitées.

Les établissements hôteliers affichant 3 étoiles et plus enregistrent des résultats en hausse. Concentrant 80% des chambres disponibles, ils cumulent aussi

**Une clientèle plus nombreuse en Guadeloupe**

80% des nuitées totales. En 2010, ils ont accueilli 49 000 clients de plus que l'année dernière et 55% des chambres offer-

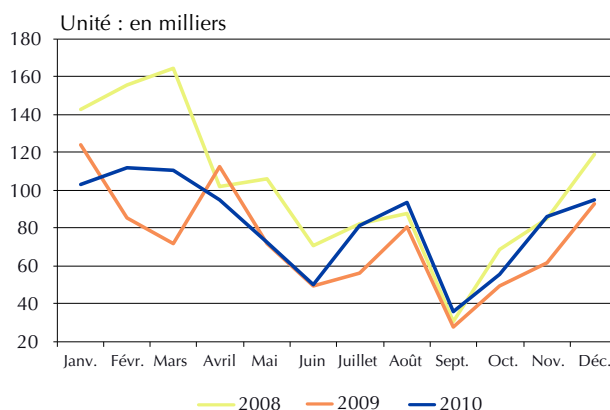
tes ont été occupées. Un client sur cinq est un résident guadeloupéen. Leur fréquentation s'est renforcée, ils sont 44% de plus qu'en 2009 à avoir profité des services de l'hôtellerie locale. Le tourisme résidentiel, caractérisé par des séjours plus courts, regroupe néanmoins un dixième des nuitées totales. Dans une moindre mesure, les visiteurs étrangers confortent leur présence. Si cette clientèle reste minoritaire (7% de la clientèle totale), ils sont venus plus nombreux en 2010 assurant 13% des nuitées totales.

A l'inverse, l'activité des établissements de moins de 3 étoiles se contracte. La diminution de l'offre hôtelière permet le maintien de la part des chambres occupées. Les séjours ont la même durée qu'en 2009 mais les arrivées et les nuitées diminuent de 8%. La part de la clientèle française et celle des rési-

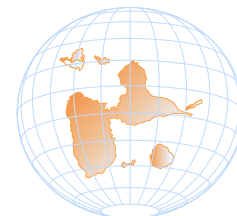
**Davantage de touristes dans les 3 étoiles ou plus**

### Le nombre de nuitées progresse

Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels homologués de Guadeloupe



Source : Insee, enquête fréquentation hôtelière



## Fréquentation en hausse sauf dans les îles du Nord

Activité des hôtels homologués de Guadeloupe et des Îles du Nord en 2010

Ensemble du secteur hôtelier	Guadeloupe 2010	Guadeloupe 2009	Evolution 2010/2009	Îles du Nord 2010	Îles du Nord 2009	Evolution 2010/2009
<b>Chambres-jours offertes (en milliers)</b>	1 082	1 035	4,6%	473	484	-2,3%
<b>Taux d'occupation des chambres</b>	54,2	49,7	4,5%	43,4	45,2	-1,8%
<b>Clients (en milliers)</b>	300	257	16,7%	107	127	-15,4%
<i>dont clientèle française hors Guadeloupe (en milliers)</i>	206	178	15,3%	46	50	-8,3%
<i>dont résidents de Guadeloupe (en milliers)</i>	60	49	21,8%	19	18	4,1%
<i>dont résidents étrangers (en milliers)</i>	35	30	16,2%	43	59	-27,4%
<b>Nuitées totales (en milliers)</b>	988	883	12,0%	338	379	-10,8%
<i>dont nuitées françaises hors Guadeloupe (en milliers)</i>	737	659	11,8%	134	147	-8,7%
<i>dont nuitées des résidents de G (en milliers)</i>	121	100	20,6%	48	45	6,0%
<i>dont nuitées étrangères (en milliers)</i>	131	123	6,0%	157	187	-16,3%
<b>Part des nuitées étrangères</b>	13,2	14,0	-0,8%	46,3	49,3	-3,0%
<b>Durée moyenne de séjour</b>	3,3	3,4	-0,1%	3,2	3,0	0,2%

Source : Insee, enquête fréquentation hôtelière

dents reculent au profit de la clientèle étrangère : 10% de visiteurs supplémentaires en 2010. La part de leurs nuitées atteint 17% des nuitées totales.

### Moins de touristes dans les îles du Nord

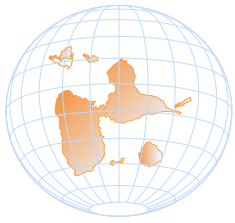
Contrairement à la Guadeloupe, la baisse de fréquentation observée en 2009 s'est poursuivie en 2010 dans les établissements des îles du Nord. Le déficit de clientèle, marqué au premier trimestre, s'est atténué au cours de l'année. Néanmoins sur l'année 2010, les hôtels ont perdu 15% de la clientèle, le volume des nuitées a chuté de

11%. La diminution des chambres ouvertes n'a pas suffi à redresser le taux d'occupation qui s'établit à 43% traduisant une activité au ralenti. Avec 9 touristes sur 10 dans l'hôtellerie de luxe, la clientèle internationale constituait 48% de la clientèle en 2009, et la désaffectation des visiteurs étrangers, -28% en 2010, impacte d'autant plus la baisse de l'activité. Seule la fréquentation des résidents guadeloupéens n'a pas reculé en 2010.

Le bilan de l'année 2010 confirme l'amélioration de la fréquentation hôtelière par rapport à l'année précé-

dente. Malgré cette amélioration le niveau d'activité reste inférieur aux années antérieures à 2009 et requiert des professionnels du secteur une adaptation constante et souple à une demande fluctuante. Ainsi, en 2010 l'organisation de « la Route du rhum » en novembre a lancé la saison touristique plus tôt qu'habituellement. Si l'affluence des visiteurs s'est stabilisée en décembre, la fréquentation des premiers mois de 2011 permet d'envisager une bonne saison touristique.

Martine CAMUS



## Les retombées économiques et sociales de la Route du rhum 2010

**La Route du rhum a attiré entre 8 000 et 12 000 personnes, générant un surcroît de dépenses touristiques. La majorité était hébergée dans les infrastructures hôtelières. La couverture médiatique nationale de cet événement valorise l'image de la Guadeloupe.**

Entre 7 700 et 12 300 clients

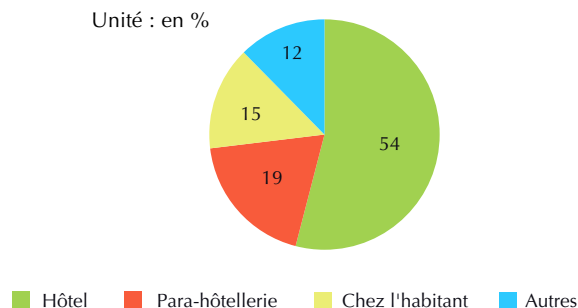
Au cours du mois de novembre, le trafic induit par la Route du rhum à l'aéroport Pôle Caraïbe est estimé entre 7 700 et 12 300 passagers<sup>1</sup>. Une fraction de cette clientèle est constituée du comité d'organisation de la course, sponsors, journalistes, équipes techniques, invités et amis. L'édition 2010 de la Route du Rhum aura drainé en Guadeloupe entre 4 180 et 6 680 clients dans les hôtels et entre 1 470 et 2 360 clients dans les structures para-hôtelières au cours du mois de novembre.

**Davantage de clients dans les hôtels et les autres structures para-hôtelières, des nuitées en hausse**

19 % de la clientèle Route du Rhum a été hébergée en moyenne 15 jours en structures para-hôtelières et a généré entre 20 670 et 33 000 nuitées. 54 % a été hébergée en moyenne 10 jours dans des structures hôtelières et a généré entre 38 100 et 60 900 nuitées.

Les animations commerciales réalisées Place de la Victoire et à la Marina ont favorisé la création de 36

### Les modes d'hébergement adoptés par la population "Route du rhum"



Source : Kantar Media

(1) Selon l'hypothèse retenue, haute ou basse : résultats obtenus par des tests statistiques bilatéraux. Estimation faite à partir des résultats de l'enquête à l'aéroport et des statistiques « arrivées de passagers à l'aéroport »



## Des dépenses touristiques appréciables qui ont généré de la valeur ajoutée

emplois temporaires directs. Le secteur de la restauration a fait appel à 50 emplois temporaires directs pour faire face au surcroît de travail généré par l'afflux de clientèle.

Cette clientèle touristique a injecté entre 2,6 et 4,2 millions d'euros dans l'économie locale (hébergement et restauration).

La valeur ajoutée générée dans la branche Hôtellerie-restauration est estimée entre 1 et 1,7 million d'euros, les salaires versés entre 0,6 et 1 million d'euros<sup>2</sup>.

La présence de 25 producteurs guadeloupéens à la quinzième commerciale à Saint-Malo a contribué à la promotion des produits locaux.

## L'image de la Guadeloupe améliorée

Avec 120 000 visiteurs, l'adhésion de la population locale à cette manifestation se confirme une fois de plus en 2010 par une participation massive aux

animations commerciales à Pointe-à-Pitre. Les actions commerciales « Cap sur le commerce » et « Escales à Basse-Terre » initiées par les Chambres consulaires ont optimisé la fréquentation des commerces et restaurants au cours du mois de novembre.

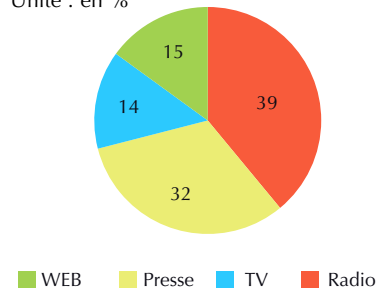
La valorisation de la Route du Rhum dans les médias nationaux correspond à un investissement en communication publicitaire estimé à 16 millions d'euros. Cette communication a implicitement rehaussé l'image de la destination Guadeloupe<sup>3</sup>.

## Prolonger l'effet « Route du rhum »

La seconde vague d'enquête réalisée en février 2011 à l'aéroport met en évidence un faible impact différé de cette course sur la fréquentation touristique de la Guadeloupe. Prolonger localement la fin de la course transatlantique par des activités nautiques impliquant les navigateurs permettrait d'installer dans le temps ces effets bénéfiques sur l'économie locale. Créer entre deux Routes du Rhum des régates régionales impliquant des

## Les retombées globales "Route du rhum" par type de média

Unité : en %



Source : Kantar Media

Caribéens, susciter des vocations auprès des jeunes générations et développer des formations dans les filières nautiques sont autant de pistes à creuser pour que la Guadeloupe tire profit de cet événement.

Mathias BINI  
CCI IG

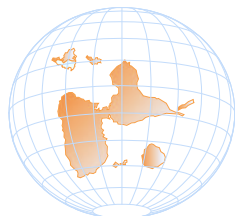
Cette 9<sup>e</sup> édition de la Route du Rhum, une course transatlantique initiée en 1978, s'est déroulée du 31 octobre au 27 novembre (jour d'arrivée du dernier concurrent classé). L'édition 2010 qui consacre la victoire de Franck CAMMAS, en 9 jours, 3 h et 14mn met en évidence les progrès techniques réalisés depuis 1978, date de la première édition où le temps de parcours entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre passe de 23 à 9 jours soit 12 jours de moins.

Le nombre sans cesse grandissant des compétiteurs engagés (31 skippers en 78, 58 en 2002, 74 en 2006 et 80 en 2010) traduit bien le succès de cette course transatlantique qui attire de plus en plus de sponsors. Ces derniers investissent massivement dans la construction de navires plus performants espérant un retour sur investissement grâce à l'impact médiatique sur leurs enseignes. La participation des entreprises locales à la quinzième commerciale à Saint-Malo, ville du départ, est pour eux une opportunité exceptionnelle pour écouler leurs productions, mais également, nouer des relations d'affaires avec des opérateurs nationaux voire européens.

Le rôle majeur joué par les médias nationaux, internationaux et locaux participe de la focalisation des regards sur la compétition et indirectement sur la Guadeloupe.

(2) La méthode utilisée est issue du Guide pratique d'analyse de projets de Manuel BRIDIER et Serge MICHAÏLOF (Edition Economica). Les effets primaires indirects définis comme des accroissements de valeur ajoutée créée dans l'économie du fait de l'augmentation des productions locales induites.

(3) Estimation effectuée par la CCI IG à partir des indicateurs retenus par Kantar Média (Ex TNS SOFRES): l'UBM et Retombées globale. L'UBM (unité de bruit médiatique) est l'unité de mesure utilisée pour décrypter l'actualité par l'analyse la pression médiatique. 1 UBM correspond à 1% de la population potentiellement exposé à une page ou à une minute d'information sur un sujet dans les médias. La Retombée globale correspond au nombre de fois où le sujet a été traité.



## 2010, l'année du redémarrage du trafic portuaire ?

**Après une suite de records établis depuis 2004, le trafic de marchandises du Port Autonome de la Guadeloupe a connu un net ralentissement en 2009. L'année 2010 marque un redémarrage de l'activité portuaire. Le trafic de conteneurs connaît lui aussi une évolution soutenue. En revanche, le trafic de passagers régresse quelque peu.**

**E**n 2010, le trafic de fret atteint 3 156 160 tonnes brutes de marchandises et 150 534 TEU<sup>1</sup>, soit respectivement une augmentation de 5 % pour le fret et 6 % pour les conteneurs. Ce schéma de croissance se retrouve dans l'essentiel des places portuaires mondiales. Par rapport à 2009, l'essentiel des vrac (liquides et solides) est en augmentation, parfois forte comme pour le charbon (+ 25 %) ou les engrais (+ 90 %).

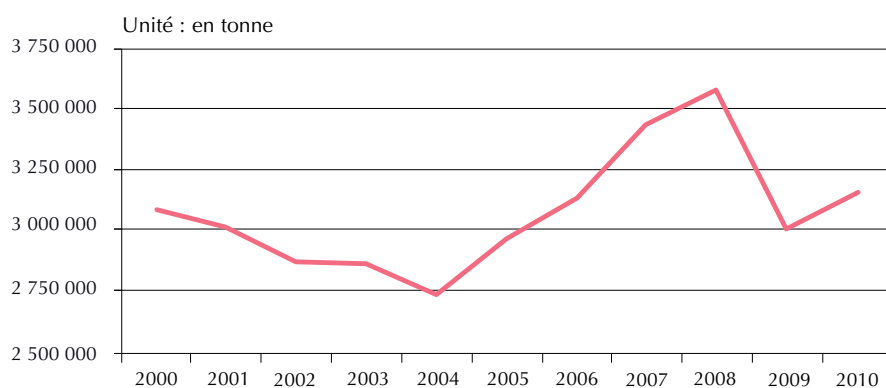
Depuis quelques années, le transbordement<sup>2</sup> constitue un enjeu majeur du trafic maritime mondial et dope les échanges maritimes des grandes places portuaires. La Guadeloupe

n'échappe pas à ce phénomène croissant et depuis 2004, cette activité a quadruplé.

Après une difficile année 2009, le transbordement redémarre pour atteindre près de 430 000 tonnes de marchandises transbordées, soit une évolution annuelle de + 14 %. Pour les conteneurs transbordés, l'augmentation atteint 13 % (29 700 conteneurs transbordés).

Le site de Jarry concentre 95 % des échanges, les 5 % restants se répartissent uniformément entre Pointe-à-Pitre, Basse-Terre et Folle-Anse (Marie-Galante). Cette répartition demeure inchangée depuis quelques années.

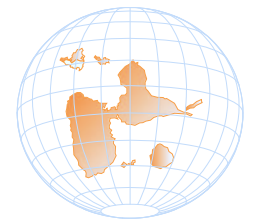
**Le redémarrage de l'activité portuaire**  
Évolution annuelle du trafic de marchandises 2000-2010



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

(1) Twenty Equivalent Unit : unité de mesure internationale équivalente à un conteneur de 20 pieds.

(2) Le transbordement est l'opération qui consiste à transférer le chargement d'un navire à un autre, avec une mise à quai intermédiaire.



## La Caraïbe, premier partenaire commercial

La Martinique est le principal partenaire commercial de la Guadeloupe (19 % de l'ensemble des échanges). Suivent les ports de Sainte-Croix (10 %), du Havre (9 %), de Dunkerque (8 %) et de Dominique (6 %).

Les échanges avec Fort-de-France concernent notamment les trafics d'hydrocarbures et de clinker. Pour Sainte-Croix, il s'agit exclusivement de trafic d'hydrocarbures. Les ports français reçoivent les exportations de banane antillaise et ils constituent les principales places pour l'importation de la Guadeloupe.

Par rapport à 2009, la quasi-totalité des trafics sont en augmentation (liquide, solides, divers). Seul le nombre d'escales de navire est en baisse de 2 %. Ceci s'explique notamment par l'arrêt des rotations de la barge d'extraction de sable local en août 2009, qui depuis a quitté la place portuaire.

Comparativement à 2009 une majorité des marchandises importées ou exportées est en hausse : + 1 % pour les vracs liquides, + 3 % pour les vracs solides et + 8 % pour les marchandises diverses.

Pour les vracs solides, seul le trafic de gypse diminue (- 40 %). Clinker (+ 2 %) et pouzzolane (+ 6 %) qui entrent dans la composition du ciment ont progressé. Le trafic de charbon, utilisé notamment pour la production d'électricité, a augmenté de 25 %.

## Le trafic de passagers marqué par la crise que connaît la croisière

Les exportations de sucre ont débuté au mois d'avril et l'année 2010 s'est terminée sur un bilan positif de + 7 % par rapport à 2009.

Le tonnage de marchandises diverses conteneurisées augmente globalement de 8 %, + 6 % à l'exportation et + 9 % à l'importation. Pour le trafic de conteneurs, les importations augmentent sensiblement (+ 9 %), contre + 2 % pour les conteneurs à l'export. La part des conteneurs à l'import est plus importante dans le trafic global en 2010, par rapport à 2009 (respectivement 53 % et 51 %).

En 2010, 802 000 passagers ont transité par le Port Autonome de la Guadeloupe. En un an, le nombre de passagers diminue de 1 %. De même, le nombre d'escales de navire transportant les passagers a diminué fortement, -30% pour la croisière et -30% pour l'inter-îles.

Les destinations inter-îles, à l'exception de la Dominique sont en repli

(Martinique, Sainte-Lucie). Pour la croisière, le début d'année 2010 qui correspond à la saison 2009-2010 a été très positif avec notamment un mois de janvier record où plus de 30 000 croisiéristes ont été accueillis. A l'inverse, la fin d'année 2010, soit le début de saison 2010-2011, a commencé en novembre et le nombre de croisiéristes est inférieur de moitié au score de l'année précédente.

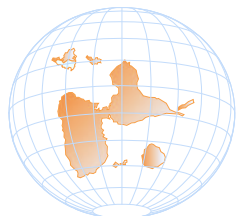
## Transport maritime de passagers selon le type de transport en 2010 en Guadeloupe

Unités : nombre et %

	Passagers transportés	Évolution 2010/2009
Croisière	105 133	-6%
Archipel Marie-Galante	572 367	2%
Archipel Les Saintes	7 749	-51%
Inter-îles Martinique	67 649	-1%
Inter-îles Dominique	45 635	1%
Inter-îles Sainte-Lucie et autres	2 972	-13%
Cargo de fret	82	-18%
<b>Total</b>	<b>801 669</b>	<b>-1%</b>

Source : Port Autonome de la Guadeloupe

Olivier PIERROT  
Port Autonome de la Guadeloupe



## Marché du travail : 3<sup>e</sup> année consécutive de hausse de la demande d'emploi

**En 2010, la situation sur le marché du travail en Guadeloupe et dans les Iles du Nord continue à se détériorer, mais nettement moins que l'année précédente. La demande d'emploi en fin de mois de catégorie A augmente de 4,1% par rapport à fin 2009. Les seniors sont encore cette année particulièrement touchés alors que les autres catégories de demandeurs « bénéficient d'une accalmie » après la difficile année 2009. La part de la demande d'emploi de longue durée progresse et concerne plus d'un demandeur sur deux. Toutes catégories confondues (ABCDE), le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi approche les 65 000. En 2010, les flux d'entrée et de sortie de Pôle emploi s'intensifient. Les offres d'emploi enregistrées sont quant à elles en hausse notable après leur fort repli de 2009.**

En 2010, le marché du travail s'est encore détérioré, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 53 550 en données brutes au 31 décembre. Il augmente de 4,1 % (2 087 inscrits de plus) par rapport à l'année 2009. Les seniors (50 ans ou plus) sont les plus touchés avec +18,4% d'augmentation en 2010. Aucune autre catégorie de demandeurs ne connaît une progression à deux chiffres en 2010.

Les seniors connaissent une montée ininterrompue des inscrits à Pôle emploi depuis plusieurs années. Depuis début 2008, le nombre de seniors inscrits augmente très rapidement, un fait qui perdure en 2010. En trois ans, leur nombre a progressé de 71% en catégorie A. La part des seniors est ainsi passée de 12,4 à 17,6% de la demande d'emploi de catégorie A.

En revanche, les demandeurs de moins de 25 ans et les 25-49 ans connaissent une évolution modérée (respectivement + 0,4 et +1,6% sur un an). Les femmes bien qu'également concernées par la hausse et toujours majoritaires à Pôle emploi voient leur situation se dégrader moins que celle de leurs homologues masculins (+3,6% contre +4,7%). Un phénomène déjà

constaté en 2009 avec une hausse de la demande d'emploi deux fois moindre pour les femmes que pour les hommes (+8,6 % contre +16,1 %).

En 2010, la demande d'emploi de longue durée (DELD), c'est à dire de durée d'inscription supérieure ou égale à un an, augmente de 6,3 % en catégorie A (26 871 demandes). La part de la demande d'emploi de longue durée augmente et gagne 1,2 point sur un an pour atteindre 50,2%, dans un contexte de hausse des flux d'inscription à Pôle emploi mais aussi d'augmentation des flux de sortie. La durée moyenne d'inscription à Pôle emploi s'établit à 717 jours en 2010 (689 jours en 2009). Pour les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus, cette durée atteint 1 284 jours (1 258 en 2009).

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant travaillé de façon occasionnelle (catégories B et C) a augmenté de façon modérée (+3,7%). Ils sont 6 077 fin 2010. Néanmoins, ces deux catégories de demandeurs ayant exercé une activité réduite connaissent une croissance très forte sur plus

*Une demande d'emploi sur deux en longue durée*

### + 4,1% d'augmentation des demandeurs d'emploi en catégorie A

Répartition des demandeurs d'emploi en catégorie A selon la tranche d'âge et le niveau de formation

Unités : en nombre et %

	Au 31/12	Evolution 2010/2009	Parts des femmes	Parts des DELD 1 an et +	Parts des niveaux de formation I à III	Parts des niveaux de formation Vbis et VI
Moins de 25 ans	7 228	0,4%	52,7%	25,4%	10,9%	13,0%
De 25 à 49 ans	36 882	+1,6%	59,8%	51,2%	12,3%	30,4%
50 ans et plus	9 440	+18,4%	54,3%	65,3%	5,2%	59,8%
<b>Ensemble</b>	<b>53 550</b>	<b>+4,1%</b>	<b>57,8%</b>	<b>50,2%</b>	<b>10,8%</b>	<b>33,2%</b>

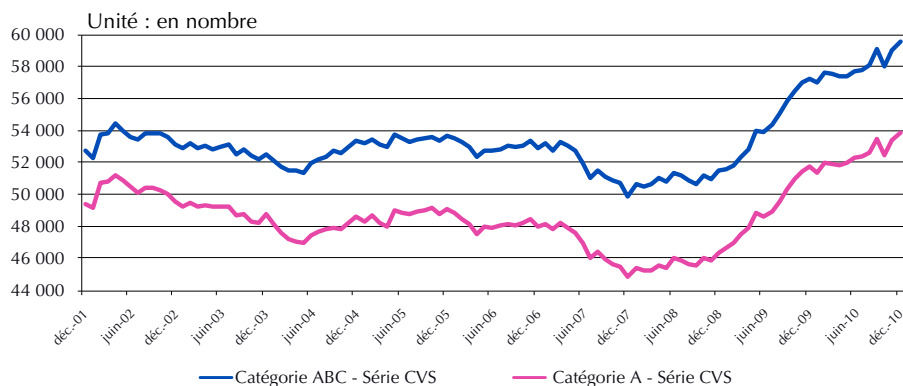
Source : DIECCTE - Pôle emploi





## Augmentation des demandeurs d'emploi en catégories A et ABC

Évolution du nombre des demandeurs d'emploi en catégories A et ABC à Pôle emploi



Source : DIECCTE, Pôle emploi, traitement ESE

longue période. En 2010, les demandeurs d'emploi de catégories D et E ont enregistré une forte augmentation. Pour la catégorie E, il s'agit pour partie d'un rattrapage, cette catégorie ayant enregistré une forte baisse entre 2008 et 2009. L'ensemble des catégories de demandeurs d'emploi (ABCDE) atteint 64 458 demandeurs fin 2010 (+3 725), un niveau jamais enregistré en dix ans.

**Plus de 64 000 entrées à Pôle emploi**

En 2010, le flux des inscriptions à Pôle emploi s'est élevé à 64 055, en hausse de 5,8 %. Pour mémoire, 60 557 demandes d'emploi ont été enregistrées en 2009 et 56 692 en 2008. Le motif pour fin de contrat ou de mission d'intérim demeure la première cause d'inscription identifiée à Pôle Emploi mais reste stable. Le motif pour 1<sup>ère</sup> entrée augmente de 7,3% après +18,4 % en 2009. Le licenciement économique

baisse fortement (-22,3%) et retrouve son niveau de 2008. Le motif « reprise d'activité après interruption » augmente fortement en 2010 (+31,0%) dans la lignée de 2009 (+35,6%).

Les sorties augmentent de 12,5% pour s'établir à 61 658 en 2010, un niveau plutôt élevé au regard des années précédentes (54 806 en 2009, 54 785 en 2008). Les absences au contrôle constituent plus de sept sorties sur dix et rendent, de par leur importance, difficile une analyse précise des causes de sortie de Pôle Emploi. Les motifs de sorties sont en hausse pour tous les motifs sauf pour le motif arrêt de recherche (-2,8% sur un an).

**Les offres enregistrées progressent**

Le nombre d'offres d'emploi recueillies par Pôle emploi (14 664) augmente de 14 % après la forte chute de 21 % en 2009. Les principaux contrats - contrat « normal » en CDD, CDI ou

intérim et contrat aidé- sont en hausse (+13,8% et +12,8% respectivement). Les contrats « autres » (alternance, insertion par l'activité économique...) sont en plus forte hausse (+23,3%) mais ne représentent qu'une petite partie des offres (9,3 %).

Parallèlement, 13 537 offres d'emploi ont été satisfaites au cours de l'année, soit 90,7% des offres collectées.

En Guadeloupe (hors Îles du Nord), le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 49 695 fin 2010 (catégorie A). La demande d'emploi y augmente de 3,8 % (1 816 inscrits de plus). Dans les Îles du Nord, il y a 3 855 demandeurs d'emploi en catégorie A fin 2010. Sur un an, la demande d'emploi y a augmenté de 7,5%, (271 inscrits de plus). La hausse est particulièrement forte à Saint-Barthélemy (+21,8%) mais cette île ne regroupe que 5,2 % des demandeurs de catégorie A des Îles du Nord.

A Saint-Martin, la hausse de la demande d'emploi atteint 6,9 %. Toutes catégories confondues, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 59 941 fin 2010 en Guadeloupe (hors Îles du Nord). La demande d'emploi y augmente de 6,0 % (3 369 inscrits de plus). Dans les Îles du Nord, il y a 4 517 demandeurs d'emploi en catégories ABCDE fin 2010 en hausse de 8,5 % (356 inscrits de plus).

Charly DARMALINGON  
Roman JANIK  
DIECCTE Guadeloupe

## Définitions

### Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

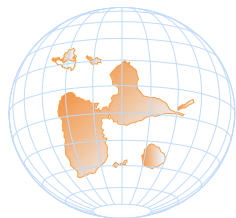
**Catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

**Catégorie B :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

**Catégorie C :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;

**Catégorie D :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

**Catégorie E :** demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



## Timide reprise du marché du travail guadeloupéen

**Au second trimestre 2010, la majorité des Guadeloupéens en âge de travailler est toujours sans emploi. Le marché du travail guadeloupéen n'a pas retrouvé les niveaux d'avant 2009.**

**L'emploi progresse légèrement mais le chômage s'emballe. Un nombre croissant d'inactifs de 2009 se positionnent maintenant sur le marché du travail. L'emploi continue d'être une exception pour les jeunes. Néanmoins, leurs difficultés d'insertion, toujours très grandes, se sont un peu atténuées au cours de l'année. En revanche, la présence des seniors sur le marché du travail continue d'augmenter.**

Au second trimestre 2010, 124 700 Guadeloupéens de 15 à 64 ans sont en emploi. Leur taux d'emploi est de 48 %. L'archipel reste dans une situation de déficit structurel d'emplois. Pour 100 personnes de 15 à 64 ans, il manque au moins 16 emplois en Guadeloupe pour être au niveau du taux d'emploi de la France métropolitaine.

Le marché du travail guadeloupéen semble amortir le choc de 2009 sans toutefois retrouver les niveaux d'avant. Les personnes de 15 à 64 ans en emploi sont 900 de plus. Le taux d'emploi remonte mais il reste en dessous du niveau de 2008. Cette situation profite à nouveau aux femmes. Depuis 2003, elles sont de plus en plus nombreuses à exercer une activité professionnelle et plus nombreuses que les hommes dans la population en emploi pour la deuxième année consécutive. Quant aux hommes, ils sont de moins en moins nombreux en emploi. Mais, si le marché du travail s'ouvre davantage aux femmes et si la situation des

hommes se dégrade, ces derniers gardent de meilleures chances d'exercer une activité professionnelle : le taux d'emploi des hommes de 15 à 64 ans est de 51,3 %, soit 6,2 points de plus que celui des femmes.

Les emplois salariés stables s'accroissent ; le taux d'emploi salarié relativement stable s'établit à 32,6 %. Le nombre d'emplois informels se réduit. Il se situe maintenant au même niveau qu'en 2008. Les personnes occupant des emplois dans des « formes particulières d'emploi » sont plus nombreuses : ces emplois concernent 5,5 % des 15-64 ans.

Première conséquence du déficit structurel d'emplois, le nombre de personnes sans emploi reste très élevé. Les chômeurs au sens du Bureau international du travail sont 39 500 et les inactifs souhaitant travailler sont 17 000 (le halo). Ils sont proportionnellement plus nombreux qu'en France métropolitaine : le taux de chômage des 15-64 ans s'élève à 24 %, soit deux fois et demi celui de

### Loin des objectifs de Lisbonne

Unités : nombre et %

Taux d'emploi et objectifs européens	2009	2010	Objectif européen Pour 2010
Taux d'emploi des 15-64 ans	47,4	47,9	70%
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	43,7	45,1	60%
Taux d'emploi des 55-64 ans	43,1	45,6	50%
Personnes ayant un emploi	<b>123 757</b>	<b>124 699</b>	
Hommes	61 737	61 015	
Femmes	62 020	63 684	

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010

Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans (âge au 31 décembre)



la France métropolitaine ; le taux du « halo autour du chômage » atteint 6,6 %, le triple de celui de la France métropolitaine.

La faible progression des emplois n'a pas enrayer la hausse du chômage, au contraire. Les chômeurs sont 3 700 de plus que l'an passé. Cet accroissement s'explique par une arrivée sur le marché du travail beaucoup plus importante de personnes qui étaient inactives et par une hausse du nombre de personnes à la recherche d'un emploi depuis au moins un an. En revanche, le nombre de personnes dans le « halo » diminue de 1 100 personnes.

## Situation des jeunes toujours très difficile

Pour un jeune, décrocher un emploi reste très difficile en Guadeloupe. Plus de la moitié des 15-24 ans présent sur le marché du travail est au chômage. Néanmoins, les tensions ont baissé d'un cran : le nombre de 15-24 ans en emploi progresse et le nombre de chômeurs de la même classe d'âge recule.

En parallèle, le nombre de seniors augmente sur le marché du travail. Les seniors représentent 29 % des actifs en 2010, après 19 % en 2003. Les 50-64 ans en emploi sont mainte-

Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans		
Unités : nombre et %		
	2009	2010
<b>Ensemble</b>	<b>35 815</b>	<b>39 501</b>
Hommes	14 885	16 893
Femmes	20 930	22 608
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)		
<b>Ensemble</b>	<b>22,4</b>	<b>24,1</b>
15-24 ans	59,7	56,5
25-49 ans	23,2	24,9
50-64 ans	10,5	14,4
Hommes	<b>19,4</b>	<b>21,7</b>
15-24 ans	59,5	56,3
25-49 ans	18,9	20,9
50-64 ans	8,8	13,9
Femmes	<b>25,2</b>	<b>26,2</b>
15-24 ans	60,0	56,8
25-49 ans	26,9	28,2
50-64 ans	12,2	14,9
Taux de chômage de longue durée (%)		
<b>Ensemble</b>	<b>17,8</b>	<b>19,6</b>
Hommes	14,9	16,8
Femmes	20,4	22,2
Halo autour du chômage		
<b>Ensemble</b>	<b>18 111</b>	<b>16 970</b>
Hommes	7 078	6 920
Femmes	11 033	10 050

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010

Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15 à 64 ans (âge au 31 décembre)

nant au-dessus de la barre des 40 000. Les seniors au chômage sont eux aussi plus nombreux. Ils sont 6 700. Les difficultés à trouver une embauche restent à un niveau très

élevé : dans neuf cas sur dix, le senior est un chômeur de longue durée.

Joëlle NACITAS  
Xavier PARAIRE

## Définitions

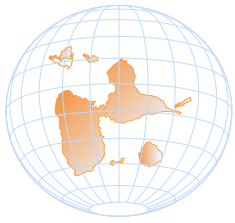
**Chômeur au sens du BIT** : personne en âge de travailler (15 à 64 ans) qui répond simultanément à trois conditions :  
- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;  
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;  
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

**Les emplois salariés stables** : il s'agit des emplois sous contrat à durée indéterminée et des emplois des titulaires de l'État ou des collectivités locales.

**Formes particulières d'emploi** : il s'agit d'emplois salariés à durée déterminée ou occupés, essentiellement, par les intérimaires, les apprentis, les stagiaires ou les contrats aidés.

**Le « halo » autour du chômage** : certaines personnes souhaitent travailler mais sont classées comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo autour du chômage ».

**Le taux d'emploi des 15-64 ans** est calculé en rapportant le nombre d'individus de 15 à 64 ans ayant un emploi au nombre total d'individus de la même classe d'âge.



## Les femmes plus souvent inactives et désireuses de travailler

**En 2010, un Guadeloupéen de 15 à 64 ans sur quatorze souhaite travailler et est inactif. Ce phénomène, baptisé « halo », touche plus particulièrement les femmes de 25 à 49 ans.**

**Les familles monoparentales sont plus concernées par le « halo », surtout celles qui ont à charge des enfants de moins de 6 ans, les enfants sortis du système scolaire et logés chez leurs parents sont aussi surexposés. La majorité des personnes dans le « halo » ne font aucune recherche d'emploi.**

Àu deuxième trimestre 2010, 17 000 personnes de 15 à 64 ans sont dans le « halo autour du chômage ». Ils représentent 6,5 % de la population en âge de travailler. Ils sont sans emploi et souhaitent travailler. Ils sont inactifs et non chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) parce qu'ils ne sont pas disponibles dans les deux semaines et/ou ils ne recherchent pas effectivement un emploi. Les femmes sont 10 100. Celles qui ont entre 25 et 49 ans sont davantage exposées : sur cent femmes de cette classe d'âge, neuf veulent travailler mais sont inactives au sens du BIT.

Le diplôme est un bon passeport pour éviter le « halo ». Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, ils ne sont que trois sur cent à être dans le « halo ». Chez les personnes peu ou pas diplômées, huit sur cent y sont. Les détenteurs du permis de conduire disposent eux-aussi d'une meilleure garantie contre le

« halo ». Sur cent personnes qui possèdent le permis, cinq sont dans le « halo ». Pour ceux qui ne le possèdent pas, le risque est multiplié par trois.

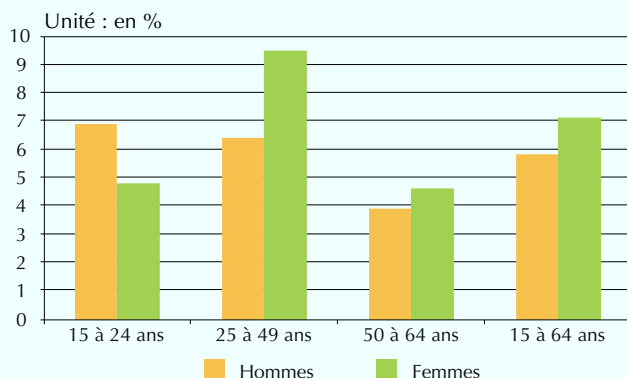
Par rapport aux autres ménages, les chefs de familles monoparentales sont plus souvent dans ce « halo ».

*Familles monoparentales plus fragiles*

Un sur dix se retrouve dans cette situation où inactivité et souhait de travailler se conjuguent. La surexposition de ces familles se multiplie si l'enfant a moins de six ans : sur cinq familles monoparentales avec enfant(s) de moins de six ans, un chef de famille est dans le « halo ». En revanche, les personnes qui vivent en couple sont en général mieux préserver que les autres ménages. Les enfants sortis du système scolaire et qui vivent toujours chez leurs parents sont eux-aussi plus concernés. Dans un cas sur dix, la personne logée chez ses parents se retrouve dans le « halo ».

**Surexposition des femmes de 25 à 49 ans**

Le taux du "halo" selon le sexe et l'âge



Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010

Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15 ans à 64 ans (âge au 31 décembre)



Dans le « halo », quatre personnes sur cinq ne font aucune recherche d'emploi. Derrière cette unité, cette population constitue un ensemble hétéroclite.

**Une majorité de personnes dans le « halo » ne recherche pas d'emploi**

Les motifs avancés pour expliquer cette atonie sont de différentes natures. Certains sont des travailleurs « découragés ». Cela concerne une personne sur six dans le « halo » : il s'agit de personnes qui se déclarent disponibles pour travailler dans les deux semaines et qui ne font aucune recherche d'emploi. Pour eux, la

recherche d'emploi serait vaine : ils manquent de motivation ; ils pensent que leur âge (jeune ou senior) est un frein à l'embauche. D'autres sont des travailleurs dits « empêchés ».

Une personne sur quinze est dans ce cas. Ce sont des personnes qui se déclarent elles aussi disponibles et qui ne font pas de recherche d'emploi mais pour des raisons médicales, familiales ou personnelles. Ce sont principalement des femmes qui se trouvent dans cette situation. Enfin une personne

sur douze est disponible et ne fait pas de recherche d'emploi pour d'autres motifs tels le manque d'emploi dans le domaine de compétence ou l'attente de résultats de démarches antérieures (concours, tests, entretiens ou dispositions pour s'établir à son compte). À côté d'eux, d'autres déclarent ne pas être disponibles pour travailler dans les quinze jours. Cela représente quatre personnes sur dix.

Joëlle NACITAS  
Xavier PARAIRE

## La majorité des personnes dans le « halo » ne font pas de recherche d'emploi

Les raisons de non recherche effective d'emploi

Unité : en %

Critères du halo	Les raisons de non recherche active				Total	
	La recherche serait vaine	Raison médicale, familiale ou personnelle	Autres raisons	Non répondant		
Pas de Recherche active	Disponible (a)	16,7	6,0	8,6	24,7	56,0
	Non disponible (b)	4,2	10,2	6,1	7,3	27,8
	Ensemble (c=a+b)	<b>20,9</b>	<b>16,2</b>	<b>14,7</b>	<b>32,0</b>	<b>83,8</b>
Recherche active	Non disponible (d)					16,2
					Total (c+d)	100

Source : Insee, enquête Emploi DOM 2010

Champ : Guadeloupe, population des ménages, personnes de 15 ans à 64 ans (âge au 31 décembre) dans le " halo " autour du chômage

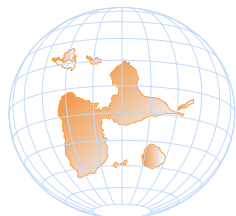
### Définitions

**Le « halo » autour du chômage :** ce sont des personnes qui souhaitent travailler mais sont "classées" comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas effectivement un emploi.

**Taux du « halo »** autour du chômage est le rapport des personnes du « halo » sur la population de 15 à 64 ans.

### Pour en savoir plus

Le « halo » du chômage : entre chômage BIT et inactivité », Élise Coudin, division Redistribution et politiques sociales, Hélène Thélot, cellule Synthèse et conjoncture de l'emploi, Insee Première N°1260 - octobre 2009.



## ***Hausse d'emplois dans les services marchands guadeloupéens***

***L'emploi salarié progresse en 2010. Mais il ne s'agit que du contrecoup aux chocs régional et international. Le secteur des services marchands hors intérim est le principal créateur d'emplois, suivi de l'industrie. En revanche, dans les secteurs de la construction et du commerce, l'emploi salarié reste stable.***

Au troisième trimestre 2010, 63 200 salariés travaillent dans le secteur marchand en Guadeloupe, intérim inclus. En une année, cet effectif s'accroît de 3 000 salariés, soit une progression de 5 %.

Ces bons chiffres interviennent après la crise sociale de début 2009 et la récession mondiale de 2008 et 2009. Ils sont les prémises du rétablisse-

ment d'une économie durement frappée. Les entreprises font aujourd'hui davantage appel à l'intérim : cette forme d'emploi représente un emploi salarié nouveau sur sept. Le poids de l'intérim dans le tissu économique reste très faible : sur l'ensemble des emplois salariés du secteur marchand, il n'en représente qu'un sur trente-cinq.

### **Evolution annuelle d'emplois salariés marchands au troisième trimestre 2010**

	Effectif moyen	Variation sur un an	
		en effectif	en %
Emploi salarié marchand	63 238	3045	5,1
Dont intérim	1 792	456	34,1

Source : Insee, base EPURE

Dans les secteurs marchands, les services fournissent la moitié des emplois salariés. Ce sont eux qui réagissent le plus aux chocs successifs : deux emplois nouveaux sur trois y ont été créés, soit un total de 1 900 nouveaux emplois ; en un an, le nombre d'emplois progresse de 7 %. L'industrie est

le troisième fournisseur d'emplois de la Guadeloupe. En un an, son effectif salarié s'accroît de 5 %. Ce secteur crée un dixième des nouveaux emplois, soit un total de 300 nouveaux emplois. Enfin, dans l'agriculture, malgré un poids marginal dans l'économie, l'effectif salarié augmente de 200.

### **Evolution annuelle d'emplois salariés marchands par secteur au troisième trimestre 2010**

	Effectif moyen	Variation sur un an	
		en effectif	en %
Agriculture	1 705	186	12,2
Industrie	7 956	351	4,6
Construction	7 800	129	1,7
Commerce	15 226	11	0,1
Services marchands hors intérim	28 760	1 914	7,1

Source : Insee, base EPURE



Deux secteurs présentent des signes d'atonie. Il s'agit de la construction et du commerce. Ils représentent à eux deux un tiers de l'effectif salarié marchand. En un an, ils ont créé moins d'emplois que dans l'agriculture. La construction de logements dans le secteur privé est freinée par les restrictions budgétaires et la forte demande de logements sociaux n'est pas couverte par l'offre. Le commerce a subi une contraction de la demande des ménages de 2009.

Dans les services marchands hors intérim, l'« hébergement et la restauration », les « activités financières et d'assurance » et les « autres activités de services », comme les organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques ou les activités de services personnels ont un effectif salarié qui s'accroît de 10 %. Les « activités immobilières » et les activités liées à la représentation juridique, aux services comptables, aux activités de loca-

## Evolution annuelle d'emplois salariés dans les services marchands hors intérim au troisième trimestre 2010

	Effectif moyen	Variation sur un an	
		en effectif	en %
Transports et entreposage	5 561	-13	-0,2
Hébergement et restauration	4 492	496	12,4
Information et communication	1 233	20	1,6
Activités financières et d'assurance	2 615	276	11,8
Activités immobilières	828	58	7,5
Activités spécialisées, sciences & techniques, services administratif & soutien	7 993	534	7,2
Autres activités de services	6 039	545	9,9

Source : Insee, base EPURE

tions et locations bail sont aussi en croissance très soutenue. Les effectifs salariés y progressent de 7 %.

Dans les « transports et l'entreposage » et l'« information et la communication », les effectifs salariés sont les mêmes qu'en 2009.

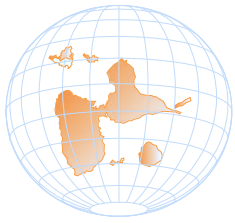
Guy MYSTILLE  
Xavier PARAIRE

### Définitions

**EPURE** : Extension du projet Urssaf sur les revenus et l'emploi. Le dispositif Epure a pour but de suivre l'évolution infra-annuelle de l'emploi et des rémunérations et de connaître les établissements employeurs de main-d'œuvre. Epure est un système d'exploitation trimestriel de trois sources administratives :

- Des bordereaux récapitulatifs de cotisation (BRC) transmis par les établissements employeurs aux unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) ;
- Des déclarations sociales des salariés du régime agricole réceptionnées par la Mutualité sociale agricole (MSA) ;
- Des fichiers de paye des agents des trois fonctions publiques, issus du Système d'information sur les agents des services publics (SIASP).

**Effectif moyen** est égal à la demi somme des effectifs de fin de trimestre



## Construction : retour à la normale ?

**En 2009, les crises économique et sociale, notamment les sept semaines de grève du 1<sup>er</sup> trimestre, avaient conduit à un effondrement des autorisations de permis de construire. L'année 2010 signe un retour à la normale avec 4 100 autorisations de logements neufs (données provisoires). Les grandes caractéristiques de la construction se maintiennent : on construit majoritairement sur les bassins d'habitat de l'agglomération pointoise, de la pointe de la Grande Terre et de l'Ouest pointois. Par ailleurs les Guadeloupéens privilégient toujours la maison individuelle.**

**S**i l'on mesure bien une progression de 36 % des autorisations de permis entre 2009 et 2010, celle-ci n'a cependant, en effet, que peu de sens économique. En effet ces deux années ne sont pas réellement comparables, car 2009 a été marquée par un mouvement social important au 1<sup>er</sup> trimestre ayant très fortement impacté les autorisations de permis de construire de logements. Cette évolution n'est donc pas synonyme d'une forte dynamique de la construction de logements neufs mais simplement d'un retour à la normale après une année de crise.

Les grandes caractéristiques de la construction de logement demeurent

**La maison individuelle : moteur de la construction de logements neufs**

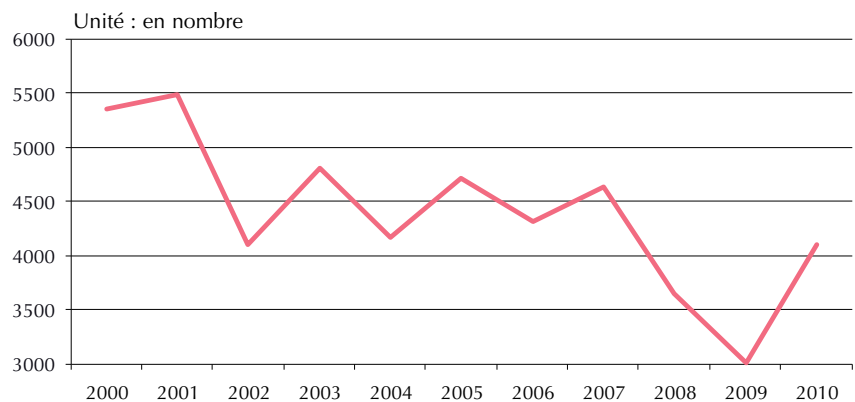
inchangées. Tout d'abord, concernant le type de logement : la maison individuelle est toujours l'élé-

ment clé de la construction en Guadeloupe. Phénomène de rattrapage économique, en 2010, elle représente près de sept logements sur dix contre en moyenne six sur dix ces dix dernières années.

Ensuite, la localisation des logements est comparable à celle de la décennie passée. Les logements neufs sont majoritairement concentrés dans les trois bassins d'habitat de l'agglomération pointoise, de l'Ouest pointois et de la pointe de la Grande Terre avec respectivement 25 %, 16 % et 13 % des autorisations de permis.

### Le logement retrouve des niveaux d'avant la crise sociale

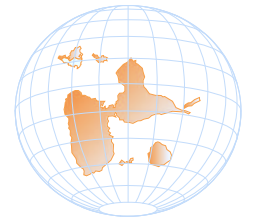
Nombre de logements autorisés



Source : Sitadel

Christophe RAFRAF  
DEAL





## Autorisation de permis construire et impact économique

La construction est un secteur clé de l'économie guadeloupéenne et les autorisations de permis sont un des indicateurs de l'activité du secteur. Mais, il s'agit cependant plus d'un indicateur de l'activité future des entreprises. En effet, entre le dépôt du permis, et le début des travaux il existe un délai parfois important. Entre 2001 et 2009, six fois sur dix les ouvertures de chantier ont eu lieu six mois ou plus après l'autorisation de permis..

## Rénovation urbaine : un bilan 2010 positif

Rénover les quartiers en grande difficulté de Pointe-à-Pitre et des Abymes, est l'un des objectifs stratégiques de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.E.A.L.), délégation territoriale de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) en Guadeloupe.

L'ANRU engage 178 M€ de subventions sur les 800 M€ requis (participation de l'État : 107 M€ ; participation du FEDER : 33 M€) pour que les 20 000 habitants, concernés par ce programme, trouvent un parcours résidentiel positif grâce à ce chantier de démolition / reconstruction.

En 2010, la Société Immobilière de la Guadeloupe (S.I.G) a débuté la démolition d'environ 300 logements dans l'agglomération.

Depuis le démarrage du projet, 295 logements ont déjà été construits, 422 sont en cours de construction, et 1 140 logements ont été libérés depuis le début des projets sur l'agglomération. La dynamique se poursuit en 2011.

## La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (D.E.A.L) Une ambition forte de promouvoir le développement durable en Guadeloupe

La D.E.A.L est un service sous l'autorité du Préfet de Région, créé de la fusion DDE, DIREN, DRIRE le 1er janvier 2011. En lien avec les collectivités de la Guadeloupe, il anime les politiques de l'État : développement durable, environnement, énergie, sécurité industrielle, transports, habitat, logement, construction, urbanisme, aménagement foncier..

Dans le domaine du logement et de l'habitat, la D.E.A.L intervient pour :

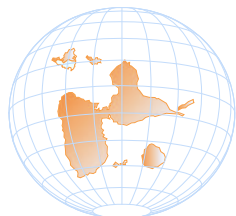
- Financer la construction de logements sociaux et la résorption de l'habitat insalubre,
- Financer et accompagner la rénovation urbaine.

## Champs

*Dans ce bilan, seules sont comptabilisées les autorisations de permis de construire pour les logements neufs ordinaires. Ils sont définis par opposition aux logements en résidence.*

*Les logements en résidence sont des logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques (exemple résidences pour personnes âgées).*

*Les séries sont ici fournies en date réelle, c'est à dire en date de dépôt du permis*



## Les facteurs de réussite au BTS

**A la session 2010, 1 300 candidats se sont présentés à l'examen du brevet de technicien supérieur (BTS) et 717 ont été admis. Le taux de réussite académique global s'établit à 55 %. Ce taux, jamais atteint auparavant dans l'académie, est supérieur de 1,7 point à celui de la session 2009. Le secteur des services continue d'attirer plus de candidats que celui de la production, et les femmes restent majoritaires. La réussite dépend de plusieurs facteurs : les candidats issus d'une formation scolaire dispensée dans les Sections de Techniciens Supérieurs (STS) de l'enseignement public ou titulaires d'un baccalauréat général ou préparant un BTS du domaine de services enregistrent les résultats les plus élevés.**

### Les spécialités des services toujours prédominantes et à majorité féminines

Comme les années précédentes, les services regroupent plus de 4/5 des présentés. Le domaine « des échanges et de la gestion » en concentre un peu plus de la moitié. La part des candidats présents dans le secteur de la production augmente d'un point et les domaines « mécanique, électricité, électronique » et « spécialités pluri-technologiques de production » demeurent les plus attractifs de ce secteur. Les trois diplômes totalisant le plus grand nombre de candidats appartiennent tous au domaine des services.

A la session 2010, 740 femmes et 560 hommes se sont présentés à l'examen. Les femmes représentent ainsi 57 % du nombre total de candidats. Dans le domaine de la production, bien que minoritaire (moins de 16% des candidats), la part des femmes est en augmentation depuis cinq ans. Dans le domaine des services, elle reste largement majoritaire, avec deux points de plus par rapport à la session précédente. Certaines spécialités des services accueillent presque exclusivement des femmes : « secrétariat, bureautique » et « travail social » alors qu'elles sont très peu attirées par l'« informatique » (14%) et les « technologies de commande des transformations industrielles » (4%).

Plus de la moitié des candidats à l'examen préparent leur diplôme du BTS dans des STS et les bacheliers technologiques et généraux sont les plus représentés avec respectivement 47% et 27% des présents.

Atteignant 55 %, le taux de réussite a progressé de 17 points en cinq ans. Le nombre de candidats est en hausse, et il en est de même pour les lauréats dont l'effectif a augmenté de 32%.

*Augmentation du taux de réussite académique, particulièrement, dans le domaine des services*

Le bilan des examens de BTS varie en fonction de la spécialité de formation suivie par les candidats.

Contrairement au niveau national, en Guadeloupe, les chances de succès sont toujours plus élevées dans le domaine des services que dans celui de la production, même si l'écart de réussite entre les deux domaines a diminué (0,6 point) par rapport à l'année précédente.

Le taux de réussite au BTS varie fortement selon le cursus scolaire - retard, diplôme initial, mode de formation au BTS - des candidats.

Toutes choses égales par ailleurs, les candidats scolaires ou en formation continue voient leurs performances s'améliorer, contrairement à ceux issus d'un autre mode de préparation (apprentissage, individuels). Ils obtiennent

### Résultats alarmants des candidats apprentis

Réussite au BTS selon le mode de formation et le diplôme initial

Unité : en %

Mode de préparation	Bac Général	Bac professionnel	Bac technologique	Autres diplômes	Ensemble
Scolaires (STS)	83,8	59,5	71,3	50,0	73,1
Apprentissage (CFA)	39,6	19,4	29,4	42,1	34,3
Formation continue (GRETA,...)	68,4	18,4	35,4	37,1	39,1
Enseignement à distance	35,3	12,5	38,5	0,0	27,7
Candidats individuels	33,3	18,4	38,0	33,3	31,7
<b>Ensemble BTS</b>	<b>68,3</b>	<b>31,6</b>	<b>60,0</b>	<b>38,6</b>	<b>55,2</b>

Source : DPET-DEP



## La filière « Échanges et gestion » domine

Réussite au BTS selon le domaine de spécialité et le sexe

Unité : en nombre et %

Domaine de spécialités	Présents	% présents par spécialité	Admis	Taux de réussite	% femmes/ présents	Taux de réussite	
						Femmes	Hommes
Spécialités pluri technologiques							
de production	72	5,5	37	51,4	13,9	40,0	53,2
Transformations	14	1,1	11	78,6	57,1	75,0	83,3
Génie civil, construction et bois	33	2,5	19	57,6	30,3	60,0	56,5
Matériaux souples	1	0,1	0	0,0	100,0	0,0	-
Mécanique, électricité, électronique	96	7,4	51	53,1	5,2	60,0	52,7
<b>Domaines de la production</b>	<b>216</b>	<b>16,6</b>	<b>118</b>	<b>54,6</b>	<b>15,7</b>	<b>55,9</b>	<b>54,4</b>
Échanges et gestion	722	55,5	427	59,1	64,4	63,7	51,0
Communication et information	210	16,2	107	51,0	60,0	51,6	50,0
Services aux personnes	138	10,6	58	42,0	76,8	45,3	31,3
Services à la collectivité	14	1,1	7	50,0	64,3	44,4	60,0
<b>Domaines des services</b>	<b>1084</b>	<b>83,4</b>	<b>599</b>	<b>55,3</b>	<b>65,1</b>	<b>58,5</b>	<b>49,2</b>
<b>Ensemble BTS</b>	<b>1300</b>	<b>100,0</b>	<b>717</b>	<b>55,2</b>	<b>56,9</b>	<b>58,4</b>	<b>50,9</b>

Source : DPET-DEP

des taux de réussite nettement supérieurs à ces derniers.

Les résultats des apprentis en CFA sont inquiétants : leur taux de réussite est de 34,3%, similaire à celui des candidats individuels, et perd plus de six points par rapport à la session précédente.

Le taux de réussite des candidats scolaires progresse de 3,7 points par rapport à la session 2009 et s'établit à 73,1%, record jamais atteint auparavant dans l'académie. Même si les candidats en formation continue affichent la meilleure progression (+4,2 points), leurs résultats restent inférieurs à ceux des inscrits en STS, la formation continue accueillant une proportion plus élevée de bacheliers professionnels parmi ces candidats bacheliers que les STS.

### Taux de réussite record pour les bacheliers technologiques

La réussite dépend du diplôme initial possédé par le candidat : environ 68% des bacheliers généraux décrochent leur BTS. Le baccalauréat général conduit au meilleur taux de réussite, devant de 8 points le baccalauréat technologique et de 37 points le professionnel.

Après une légère hausse en 2008, les résultats de ce dernier stagnent depuis deux ans avec un taux de réussite de 31,6%. Des chances de succès aussi faibles pourraient être dues à l'inadéquation des formations, les bacheliers professionnels étant formés essentiellement pour se lancer dans la vie active plutôt que dans l'optique d'une poursuite d'études en BTS.

Entre les sessions 2009 et 2010, l'écart de réussite entre les bacheliers

généraux et technologiques se réduit de plus de la moitié.

Les candidats sous statut scolaire représentent plus de la moitié des candidats présents à l'examen. Leur réussite dans le secteur privé sous contrat est inférieure de plus de 4 points à celle des candidats des STS publiques. Cet écart est d'autant plus significatif qu'il subsiste lorsqu'on compare des candidats issus de milieux sociaux identiques. En effet, les candidats issus de milieux défavorisés ont un taux de réussite de 15 points plus élevé quand ils suivent un enseignement public.

### Le secteur public : 4,7 points de plus

Erika JIOUNANDAN  
DPET- Département Evaluation et  
Prospective

### Définitions

**Champ de l'enquête :** Tous les candidats présents à l'examen du BTS en 2010.

**BTS :** Brevet de technicien supérieur, diplôme de niveau III préparé généralement en deux ans.

**STS :** Section de techniciens supérieurs

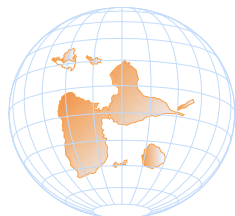
**CFA :** Centre de formation d'apprentis

**GRETA.** Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement

**Apprentissage :** Les apprentis sont des jeunes âgés de 16 à 25 ans qui préparent un diplôme (ou un titre) de l'enseignement professionnel ou technologique dans le cadre d'un contrat de travail de type particulier, associant une formation en entreprise – sous la responsabilité d'un maître d'apprentissage – et des enseignements dispensés dans un centre de formation d'apprentis

**Formation continue :** Elle permet à des salariés ou demandeurs d'emploi d'acquérir ou d'améliorer des connaissances et/ou compétences professionnelles au-delà de leur formation initiale

**Candidats individuels.** Il s'agit de candidats inscrits à l'examen du BTS sans l'avoir préparé dans un établissement. La validation des acquis de l'expérience (VAE) permet à certains candidats d'obtenir le diplôme.



## Bilan démographique 2010

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la population de la Guadeloupe est estimée à 404 400 personnes. Depuis 1999, la population augmente en moyenne de 0,4% par an. Les naissances diminuent encore du fait de la baisse du nombre de femmes d'âge fécond. Les femmes accouchent de plus en plus tard et davantage aux mois de septembre-octobre. Le nombre de décès stagne et la mortalité infantile est deux fois plus élevée qu'au niveau national.**

**A**u 1<sup>er</sup> janvier 2010, la population de la Guadeloupe est estimée à 404 394 personnes. Depuis 1999, la population de la région a augmenté de 19 000 personnes, soit une croissance annuelle moyenne de 0,4%. Ce rythme de croissance démographique est inférieur à celui du territoire national (+0,7% par an) et c'est le plus faible des départements d'Outre-mer à égalité avec la Martinique. L'augmentation modérée de la population est due exclusivement à l'excédent naturel, soit 2 400 personnes en 2010. Dans le même temps, les sorties supérieures aux entrées sur le territoire ralentissent la croissance démographique guadeloupéenne. Le vieillissement de la population se poursuit. L'âge moyen des Guadeloupéens atteint presque 37 ans, soit près de trois ans de moins qu'au niveau national.

**Moins de femmes, moins de naissances** En 2010, 5 283 bébés sont nés en Guadeloupe, ce sont 200 naissances de moins qu'en 2009 et près de 500 de moins qu'en 2008. Le nombre de naissances diminue pour la cinquième année consécutive et elles atteignent leur plus bas niveau des dix dernières années. Cette diminution est imputable à la baisse lente et continue du nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans observée depuis le début des années 2000. En dix ans, la région a perdu 1 600 femmes en âge d'avoir des enfants. Ces femmes d'âge fécond sont aujourd'hui 103 000 en Guadeloupe.

Au cours de la dernière décennie, la fécondité a globalement augmenté même si elle marque le pas depuis 2005. Aujourd'hui, l'indicateur conjoncturel de fécondité atteint 2,2 enfants par femme. Il est plus élevé qu'en Martinique et en France

### Une faible croissance de la population guadeloupéenne

Les indicateurs démographiques

Unité : en nombre et ‰

Année	Population au 1 <sup>er</sup> janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
1999	385 609	6 481	2 505	3 976	16,8	6,5
2000	388 045	6 664	2 505	4 159	17,1	6,4
2001	390 672	6 712	2 462	4 250	17,1	6,3
2002	393 024	6 110	2 639	3 471	15,5	6,7
2003	394 881	6 102	2 522	3 580	15,4	6,4
2004	396 992	6 339	2 551	3 788	15,9	6,4
2005	399 178	6 535	2 771	3 764	16,3	6,9
2006	400 736	6 228	2 763	3 465	15,5	6,9
2007	400 584	6 053	2 655	3 398	15,1	6,6
2008	401 784	5 758	2 786	2 972	14,3 <sup>(p)</sup>	6,9 <sup>(p)</sup>
2009	403 257 <sup>(p)</sup>	5 487	2 857	2 630	13,6 <sup>(p)</sup>	7,1 <sup>(p)</sup>
2010	404 394 <sup>(p)</sup>	5 283 <sup>(p)</sup>	2 860 <sup>(p)</sup>	2 423 <sup>(p)</sup>		

(p) provisoire

Source : Insee, estimation de population et statistiques de l'état civil



(respectivement 2,1 et 2 enfants par femme). La Réunion et la Guyane se caractérisent par des taux de fécondité plus dynamiques.

## Pic des naissances en septembre-octobre

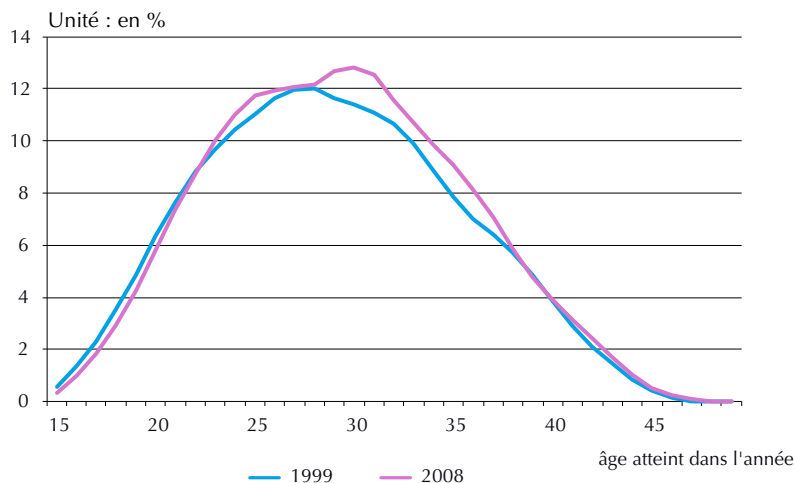
Les mois de septembre et octobre sont ceux où les femmes accouchent davantage. Ces pics de naissances correspondent à des conceptions en décembre et janvier. Le pic de fin septembre se retrouve en France comme ailleurs dans le monde, il correspond à des conceptions intervenues lors des vacances de fin d'année.

En Guadeloupe, les grossesses tardives (mères de 40 ans ou plus) sont trois fois plus nombreuses que les grossesses de mères mineures. L'âge moyen à la maternité a globalement reculé au cours de la dernière décennie. Il atteint 29,3 ans en 2008 et reste inférieur au niveau national où là aussi, les femmes ont des enfants de plus en plus tard.

En 2009, trois mères sur quatre donnent naissance à un enfant pour la première fois. Dans un cas sur cinq, il s'agit de mères qui ont déjà eu un ou deux enfants.

## Recul de l'âge de la maternité

Nombre de naissances vivantes pour 100 femmes à chaque âge



Source : Insee, statistiques de l'état civil

## Stabilité des décès

En 2010, les décès domiciliés dans la région sont estimés à 2 860. Ce chiffre, stable par rapport à l'année précédente, se situe au-dessus de la moyenne des dix dernières années.

Un garçon né en 2008 peut espérer vivre 75,6 ans et une fille 83,4 ans, si les conditions de mortalité à chaque âge observé actuellement se prolonge tout au long de leur vie. En Guadeloupe, l'espérance de vie à la naissance est

inférieure au niveau national de 2 années pour les hommes et de 1 an pour les femmes.

En 2009, le taux de mortalité infantile s'est établi à 8,7 pour mille. Il est deux fois plus élevé qu'en France mais se situe un peu en dessous du niveau moyen des DOM.

Hugues HORATIUS-CLOVIS

## Définitions

**Espérance de vie à la naissance** : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

**Indicateur conjoncturel de fécondité** : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

**Solde naturel ou excédent naturel** : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

**Taux de mortalité** : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

**Taux de mortalité infantile** : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

**Taux de natalité** : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne de la même période.



## RÉDACTION

**Directeur de la publication :** G. M. Grenier

**Comité de rédaction :**  
**Rédactrice en chef :** É. Lauret

**Membres :**  
H. Chesnel, G. Forgeot, P. Hernandez,  
H. Le Grand, B. Hurpeau,  
P. Valadou, N. Yahou

**Fabrication :**  
Maquette  
IDC

**Montage impression :**  
IDC

**Couverture :**  
IDC

**Photo :**  
Annick Couillaud

### DIRAG :

41, rue Bébian

97158 Pointe-à-Pitre  
Cédex

Tél : 0590 21 47 00

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### SR GUADELOUPE :

Rue des Bougainvilliers  
BP 96

97102 Basse-Terre  
Cédex

Tél : 0590 99 36 70

[www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)

### SR MARTINIQUE :

Centre Delgrès  
Les Hauts de Dillon

B.P 641  
97262 Fort-de-France  
Cédex

Tél : 0596 60 73 60

[www.insee.fr/martinique](http://www.insee.fr/martinique)

### SR GUYANE :

Avenue Pasteur  
B.P. 6017

97306 Cayenne  
Cédex

Tél : 0594 29 73 00

[www.insee.fr/guyane](http://www.insee.fr/guyane)

# antillano<sup>éco</sup>

la revue économique et sociale des antilles guyane

